



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA
DE BEJAIA.

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES GESTION

Mémoire de fin de Cycle
Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales

Option : Finance et Commerce International

*Les déterminants des investissements directs étrangers en
Algérie. Une analyse par l'approche ARDL*

Réalisé par :

- RIDANE Latifa

Membres du jury :

Président:

TOUATI Karima

Examineur :

MEKNACHE Mira

Rapporteur :

ZIANI Zoulikha

Encadrant:

ZIANI Zoulikha

2023/2024

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

*À mon cher mari qui sans lui je n'aurais pas continué mon Master,
pour ses encouragements et motivations*

*À mes chers parents, et mes beaux-parents pour leur soutien et leur
aide précieuse*

*À ma belle-sœur BELAIDI Tinehinene pour sa disponibilité et ses
enseignements*

Remerciements

Je tiens à exprimer ici mes plus sincères remerciements à mon encadrant ZIANI Zoulikha, pour la confiance qu'elle m'a accordée, sa disponibilité et sa patience inconditionnelle tout le temps qu'elle a consacré à la direction de ce travail. C'est grâce à son soutien que j'ai pu mener ce travail à terme.

Liste des tableaux

Numéro	Titre
01	Répartition du stock d'IDE par pays d'origine(en pourcentage
02	Répartition du stock d'IDE par région destinataire (en pourcentage)
03	Sorties des IDE par région
04	Déterminants des investissements directs étrangers
05	Comparaison des flux d'IDE entrants en Afrique du Nord (en M\$)
06	Répartition des projets d'investissements étrangers déclarés par secteurs sur la période 2004 – 2022
07	Comparaison de flux et entrées nettes d'IDE en PIB (en %)
08	Contribution de l'IDE au FBCF et à l'investissement national
09	Délai Obtention de permis de construction
11	Test de racine unitaire
12	Estimation du modèle ARDL
13	ARDL Bound Test
14	La relation à long terme
15	La relation à court terme
16	Résultats du test d'autocorrélation
17	Résultats du test d'hétéroscédasticité

Liste des figures

- Figure 01** : Flux d'IDE entrant en Algérie de1970 à 95 (En Millions de dollars)
Figure 02 : Flux d'IDE entrant en Algérie de 2000 à 2018 (En Millions de dollars)
Figure 03 : L'investissement direct étranger en pourcentage du PIB
Figure 04 : **Évolution** du PIB par habitant
Figure 05 : **Évolution** de l'inflation en Algérie
Figure 06 : Le taux de change réel effectif
Figure 07 : Le degré d'ouverture commerciale
Figure 08 : Taux de scolarisation enseignement supérieur
Figure 09 : Critère d'information Akaike.
Figure 10 : Résultats du test de normalité
Figure 11 : Courbe de la somme cumulée des résidus
Figure 12 : Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu (CUSUMQ)

Liste des abréviations

ANDI	Agence Nationale De Développement De L'investissement
AAPI	L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement
ANIREF	L'agence Nationale D'intermédiation Et De Régulation Foncière
BA	Banque d'Algérie
BIRD	Banque Internationale Pour La Reconstruction Et Le Développement
BM	Banque Mondiale
CEE	Communauté Economique Européenne
CNI	Conseil National De l'Investissement
CNRC	Centre National Du Registre Du Commerce
CNUCED	Conférence Des Nations Unies Pour Le Commerce et le Développement
FMI	Fonds Monétaire International
FNI	Fonds National d'Investissement
FMN	Firme Multinationale
GUD	Guichet Unique Décentralisé
GATT	General Agreement On Tariffs And Trade
IDE	Investissement Direct Étranger
INSEE	Institut National (Français) Des Statistique Et Des Etudes Economiques

LFC	Loi De Finances Complémentaire
MSD	Milliards De Dollars Américains
OCDE	Organisation De Coopération Et De Développement Economique
OLI	Ownership-Localization-Internationalisation
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OMC	Organisation Mondiale Du Commerce
PIB	Produit Intérieur Brut
PVD	Pays En Voie De Développement
RNB	Revenu National Brut
SARL	Société À Responsabilité Limitée
UE	Union Européenne
USA	United States Of America

Sommaire

Introduction Générale	1
Chapitre I : GENERALITES SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	
Introduction au chapitre	4
Section 1 : Cadre conceptuel sur l'investissement direct étranger	5
Section 2 : Histoire et évolution des IDE dans le monde.....	12
Section 3 : Les déterminants des investissements directs étrangers.....	19
Conclusion du chapitre I	27
Chapitre II : ETAT DES LIEUX DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE	
Introduction du chapitre II	28
Section 1 : Le cadre réglementaire régissant les IDE en Algérie et son évolution	29
Section 2 : L'évolution des IDE en Algérie	34
Section 3 : Les facteurs déterminants et les obstacles des IDE en Algérie	53
Conclusion du chapitre II.....	59
Chapitre III : LES DETERMINANTS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE : UNE ANALYSE EMPIRIQUE	
Introduction au chapitre III.....	60
Section 1 : Revue de la littérature sur les IDE.....	61
Section 2 : Méthodologie et données.....	62
Conclusion du chapitre III	80
Conclusion Générale.....	81

Introduction générale

L'investissement direct étranger (IDE) est bénéfique pour les pays d'origine et d'accueil et fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement. Les avantages qu'il procure ne se manifestent cependant pas de manière automatique et ne se répartissent pas équitablement entre les pays, les secteurs et les collectivités locales. Les politiques nationales et le cadre international de l'investissement jouent un rôle déterminant pour attirer des IDE vers un plus grand nombre de pays en développement et pour que ces investissements aient le maximum d'effets positifs pour le développement. C'est essentiellement aux pays d'accueil qu'il incombe de mettre en place des conditions générales, transparentes et favorables à l'investissement et de renforcer les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour les exploiter.

En effet, les IDE occupent désormais une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations : celles des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus de capitaux étrangers. Dans une conjoncture mondiale marquée par l'intégration et l'interdépendance accrues des marchés, les pays en voie de développement s'ouvrent de plus en plus aux flux financiers et aux échanges internationaux, contrairement aux années 50 et 60 qui était marquées par une forte méfiance envers les firmes internationales (FMN), nous constatons, ces dernières décennies une évolution progressive des politiques de gouvernements de ces pays vis-à-vis des IDE.¹

Pour comprendre l'importance des investissements directs étrangers (IDE) , il est essentiel d'explorer les déterminants qui influencent ces derniers. Tout d'abord, les facteurs économiques jouent un rôle majeur. Les investisseurs sont attirés par les pays offrant des perspectives de croissance solides, des marchés vastes et dynamiques, ainsi qu'un environnement propice aux affaires, caractérisé par des réglementations favorables, des politiques fiscales attractives et une infrastructure développée. Ensuite, les facteurs politiques et juridiques sont cruciaux. Les investisseurs recherchent la stabilité politique, la transparence juridique et la protection des droits de propriété. Les gouvernements qui favorisent un climat d'investissement sûr et prévisible attirent davantage d'IDE.

¹ TCHAM.F, Les investissements directs étrangers dans le secteur de l'hydrocarbure et son rôle dans le développement économique-cas de l'Algérie, thèse de doctorat en sciences en sciences économiques, université d'Oran, 2016, p 5.

Les facteurs socioculturels ne doivent pas être négligés. La disponibilité de main-d'œuvre qualifiée et compétitive, ainsi que des normes sociales et culturelles favorables à l'investissement, peuvent jouer un rôle déterminant dans le choix des destinations d'IDE.

En outre, les avancées technologiques et l'accès aux ressources naturelles influencent également les décisions d'investissement. Les entreprises sont attirées par les endroits offrant un accès aux technologies de pointe et aux matières premières nécessaires à leurs opérations.

Enfin, l'interconnexion croissante des économies mondiales crée un environnement où les IDE sont de plus en plus interdépendants. Les entreprises multinationales cherchent à tirer parti des synergies et des avantages compétitifs offerts par la diversification géographique de leurs investissements.

En somme, les déterminants des IDE sont multiples et interdépendants, et leur importance dans le monde moderne ne cesse de croître. Ils constituent un puissant moteur de développement économique, de création d'emplois et de progrès technologique à l'échelle mondiale.

Une vaste littérature a certes été consacrée aux déterminants de l'investissement direct étranger (nous pouvons citer (Morisset 2000, Asiedu 2002, Stein. E and Daude. C 2001, Jossph Djaowe 2009, Fayyaz Hussain et Kabibi Kimul 2012...etc) . Les analyses théoriques et empiriques ont permis, d'identifier certains facteurs déterminants de l'investissement direct étranger. Toutefois, ces études ont concerné en majorité les économies développées².

La grande importance accordée aux investissements directs étrangers nous a incité à entreprendre une recherche sur le sujet suivant : « Les déterminants d'investissements directs étrangers ». Ce travail a pour objectif d'identifier les principaux déterminants des investissements directs étrangers en Algérie. Afin de mieux éclairer notre sujet, nous nous proposons de répondre à cette question qui est soulevée par beaucoup de spécialistes et qui constitue notre problématique : quels sont les déterminants des IDE en Algérie ?

Pour répondre à cette question un certain nombre de questions mérite réflexion à savoir :

- Qu'est-ce qui motive une firme à investir en Algérie ?
- Comment les investissements directs étrangers ont-ils évolué en Algérie ?
- Quels sont les déterminants des investissements directs étrangers en Algérie ?
- Quelles sont les mesures initiatives et quelle est la politique d'attractivité en Algérie ?

² BOURI S : Les déterminants de l'investissement direct étranger, Evidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011). Thèse de doctorat en sciences économiques Option : « Finance ».université de Tlemcen, 2015, p 7.

- Quelles sont les difficultés que rencontrées par les investisseurs directs étrangers en Algérie ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, nous baserons notre réflexion sur les hypothèses suivantes :

H1 : Le PIB, le capital humain, l'inflation, le taux de change sont les principaux déterminants des IDE

H2 : Avec les réformes engagées, le climat des affaires devrait être favorable à l'attraction de l'IDE.

Pour mener à bien notre travail, nous avons effectué une recherche bibliographique et documentaire, englobant une consultation des ouvrages, revues, articles, mémoires et des sites internet. En fonction des données disponibles, nous avons structuré notre travail en trois chapitres, présentés comme suit :

Le premier chapitre, basé essentiellement sur la recherche bibliographique, porte sur : les notions générales sur internationalisation des entreprises. Dans ce chapitre, nous essayerons dans la première section de définir quelques notions théoriques relatives à l'investissement direct étranger. La première section portera sur les différentes définitions, ainsi que les différentes formes d'investissement direct étranger. La seconde section, retracera l'évolution de l'investissement direct étranger. Dans le monde. Enfin, la dernière section exposera les déterminants de l'investissement direct étranger.

Le deuxième chapitre dressera un état des lieux de l'investissement direct étranger en Algérie. Dans la première section, nous présenterons le cadre réglementaire sur l'investissement direct étranger en Algérie. La seconde section, retracera l'évolution de l'investissement direct étranger en Algérie. La dernière section, présentera les facteurs déterminants et les obstacles de l'investissement direct étranger en Algérie.

Le troisième chapitre sera consacré à l'étude des déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie entre 1990 et 2022. Nous appliquerons ici la méthode d'estimation ARDL (Autoregressive Distributed Lag) proposée par Pesaran et Shin (1998) et Pesaran et al (2001). La première section, présentera une revue de la littérature empirique sur les déterminants de l'investissement direct étranger. La seconde section indiquera la méthodologie et présentera les données utilisées. La section 3 présentera les résultats, leurs interprétations.

CHAPITRE 01 : GENERALITES SUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS

Introduction :

Les PVD, surtout en Afrique, considèrent depuis peu le rôle de l'investissement direct étranger comme essentiel à leur développement. L'IDE fait figure de moteur de croissance car il fournit les capitaux, dont ces pays ont grandement besoin, nécessaires à l'investissement et augmente la concurrence dans les industries des pays hôtes tout en améliorant la productivité des entreprises locales en adoptant des technologies plus efficaces ou en investissant dans des capitaux humains et/ou physiques. L'investissement direct étranger contribue de manière considérable à la croissance car il est plus stable que les autres formes de flux de capitaux. L'IDE comprend de nombreux avantages ; il sert notamment de source de capital, crée des emplois, permet l'accès aux marchés étrangers et ses retombées sur les entreprises locales sont positives en termes de technologie et d'efficacité. Étant donné qu'il permet l'accès aux marchés étrangers, le transfert de technologies et crée généralement des compétences dans les entreprises des pays hôtes, l'IDE ne peut qu'améliorer l'intégration de ces derniers dans l'économie mondiale tout en favorisant la croissance. L'IDE est considéré comme « moteur clé de la croissance économique et du développement. L'IDE stimule non seulement la formation de capital, mais améliore la qualité du capital national ».

Ce chapitre a pour objet de retracer l'évolution des IDE dans le monde. Dans la première section, il sera question de présenter quelques notions théoriques relatives à l'IDE. La seconde section sera consacrée à l'analyse de l'évolution de l'IDE dans le monde. Et enfin, la dernière section portera sur les déterminants d'attractivité des IDE

1. Cadre conceptuel sur l'investissement direct étranger

Les IDE occupent actuellement une importante place dans les débats économiques à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, augmentent sa compétitivité internationale, mais aussi ils constituent un moyen de transfert de la technologie industrielle et le savoir-faire

1. Définition de l'investissement direct étranger

La définition des investissements directs étrangers (IDE) varie d'un pays à l'autre, mais en règle générale, les institutions internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI) et l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) sont les plus acceptées.

Ainsi, le FMI définit les IDE comme « *les investissements qu'une entité résidente d'une économie (investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise. Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personnalité morale distincte* »¹

Conjointement et en vue d'approfondir cette définition, l'OCDE a donné en 1983 aux IDE la définition suivante : « *toute personne physique, toute entreprise publique ou privée, tout gouvernement, tout groupe de personnes physiques liées entre elles, tout groupe d'entreprises ayant ou non la personnalité morale, liées entre elles, est un investisseur direct étranger s'il possède lui-même une entreprise d'investissement direct, c'est-à-dire une filiale, une société affiliée ou une succursale faisant des applications dans un pays autre que le ou les pays de résidences de l'investissement ou des investisseurs directs* »²

La définition la plus contemporaine, consiste que L'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable, et une influence significative, dans la gestion d'une entité résidente dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital. Ces derniers incluent notamment les prêts accordés par une maison mère à sa filiale implantée à l'étranger³.

¹ FMI, «Manuel de la balance de paiement», 4 ème édition, Washington, 1977.

² OCDE, « définition et référence de l'OCDE des investissements directs étrangers », l'Observateur de l'OCDE, Paris, 1997, p.31.

³ OCDE, Définition de référence des investissements directs internationaux, 4ème édition, 2008, Paris, P45

2. Les différentes formes d'IDE

Au fur et à mesure de leur expansion, les investissements directs étrangers ont évolué en s'adaptant aux nouvelles conditions offertes par les avancées technologiques, la déréglementation financière et la libéralisation économique, devenant ainsi un phénomène varié et complexe.

Les IDE peuvent se présenter sous différentes formes, à savoir :

- La création de filiales ;
- Les fusions- acquisitions ;
- Les joint -ventures ;
- La licence et les franchises ;
- La sous-traitance ;
- La succursale

2.1. La création de filiales

Pendant les années 1970, les investisseurs étrangers ont privilégié l'investissement ex nihilo ou Greenfield, c'est-à-dire la création de nouvelles unités de production. C'est ainsi que les premières entreprises multinationales, venant des pays industrialisés tels que le Royaume-Uni et la France, ont investi dans les Pays en Développement (PED)⁴.

En comparaison avec d'autres formes d'investissement, la création d'entreprise offre des bénéfices particuliers pour l'investisseur qui prend le contrôle total, tout en préservant la maîtrise technologique au sein de la filiale, ce qui limite ainsi l'éventuel transfert de technologies non désiré par l'investisseur.

Cependant, ce genre d'investissement a connu une diminution au profit d'autres types, principalement en raison de la durée requise pour l'installation et le démarrage de l'activité d'une unité de production récemment créée (allant jusqu'à trois ou quatre ans), tandis que les autres formes permettent de se positionner et de démarrer immédiatement leur activité sur le marché d'accueil.

2.2. Les fusions- acquisitions

Les termes fusion-acquisition sont différents et ne signifient pas la même chose. Elles désignent les opérations de croissance externe ou une entreprise procède à une fusion ou s'unir avec une autre entreprise non résidente dans le but de créer une nouvelle société en coordonnant leurs activités pour la réalisation d'un but commun (synergie commerciale).

D'autre part l'acquisition se définit par le rachat d'au moins 50% des actions émises par une autre entité étrangère de ce fait devenir actionnaire majoritaire permettant de prendre le contrôle de cette dernière. Cette forme d'extension à l'étranger est la plus réputée de nos jours, Car c'est le moyen le plus rapide pour pénétrer un marché étranger. L'investisseur attend de nombreux effets positifs, à savoir ⁵ :

- **Un renforcement de la position concurrentielle**, Par conséquent, les fusions-acquisitions offrent la possibilité d'obtenir une part significative sur un marché régional ou mondial. Occasionnellement, cette opération permet à l'entreprise d'acquérir une part de marché qui lui confère une position de leader mondial dans son domaine. Cependant, en plus de la part de marché, l'investisseur bénéficie également de l'expertise, de la technologie et des avantages spécifiques de l'entreprise.

Un délai de réaction : Lorsque la concurrence est renforcée sur certains marchés très concentrés, les décisions stratégiques de l'entreprise nécessitent des délais de réaction réduits. Par conséquent, les fusions acquisitions sont la méthode la plus rapide pour pénétrer un marché et saisir des opportunités d'implantation.

- **Une réduction des coûts** : Grâce à l'expansion de la société, elle peut diminuer ses dépenses en les amortissant sur un volume de production plus important (économies d'échelle).

Mais parmi les inconvénients pour cette forme d'investissement on peut citer :

- ❖ Opérations complexes à structurer
- ❖ Mobilisation des ressources financières importantes
- ❖ Taux d'échecs élevé

⁴TERSEN D, BRICOUT J L : Investissement international, Edition Armand Collin, Paris 2010, p. 8

⁵ Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4 ème édition mise à jour, 1998.

2.3. Les joint-ventures

Les joint-ventures (equity joint-ventures, co-entreprises en français) ont connu un développement au cours des années 70, dans le contexte des relations économiques Nord-Sud. De cette façon, les pays en développement considéraient cet investissement, en quelque sorte "partagé", comme un moyen de mieux gérer les grandes entreprises occidentales. Au cours des années 80, la mise en place de partenariats s'est étendue aux pays de l'OCDE. Son principe étant simple : une entreprise locale crée en commun avec une entreprise étrangère une société mixte, dont elles détiennent le capital dans des proportions voisines (de 50/50 à 60/40).⁶

En effet, parmi les fusions-acquisitions, on distingue plusieurs types d'opérations, notamment les verticales, horizontales, de diversification, stratégiques et financières. En entreprenant une fusion ou une acquisition, l'investisseur espère bénéficier de divers effets positifs. Tout d'abord, cela renforce la position concurrentielle de l'entreprise. Ces opérations sont un moyen d'atteindre une taille critique sur un marché régional ou mondial, ce qui accroît le pouvoir de marché de l'entreprise vis-à-vis de ses fournisseurs, prêteurs et consommateurs.

Dans certains cas, cette opération permet à l'entreprise d'acquérir une part de marché lui conférant un statut de leader mondial dans son secteur. Mais au-delà de la part de marché, l'investisseur acquiert également le savoir-faire, la technologie et les avantages spécifiques de l'entreprise cible. De plus, dans un environnement concurrentiel intense, où les choix stratégiques nécessitent une réactivité accrue, les fusions-acquisitions offrent un moyen rapide de pénétrer un marché et de saisir des opportunités d'implantation.

En augmentant la taille de l'entreprise, cela permet également de réaliser des économies d'échelle et donc de réduire les coûts de production.

⁶ Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4^{ème} édition mise à jour, 1998.

2.4. Les licences et les franchisages

La licence consiste à accorder définitivement ou temporairement un droit exclusif ou non, de fabrication ou de commercialisation, à une firme étrangère. Ce droit peut toucher les brevets, procédés, un savoir ou une technique pour la production en contrepartie d'un paiement d'une redevance à la société cédante de licence.⁷

En ce qui concerne le franchisage, ce genre de contrat implique que le franchisé (qui est une entreprise locale) reçoit du franchiseur (qui est une entreprise étrangère) le droit d'utiliser sa marque de fabrique pour commercialiser des produits ou des services⁸. Dans ce type d'investissement, on considère la technologie comme un actif, c'est-à-dire qu'il s'agit d'acheter un droit d'utilisation car la technologie demeure la propriété du vendeur.

2.5. La sous-traitance

La sous-traitance a connu une forte expansion dans le domaine du commerce international. Le concept consiste à garantir diverses implantations dans divers pays. Ce genre d'investissement présente principalement des bénéfices tels qu'une réduction des salaires, une plus grande autonomie financière et la possibilité de répartir les risques de production entre divers fournisseurs et leurs usines.

2.6. La Succursale

Le bureau de représentation est similaire à la succursale, une forme d'implantation directe sur un marché étranger qui n'a pas de personnalité juridique et fiscale distincte. La présence permanente ou temporaire sur le marché est garantie par ce service annexe et décentralisé de l'entreprise. En général, les responsabilités assumées sont identiques à celles d'une filiale. Elles ont une dimension à la fois commerciale et logistique et sont conçues pour soutenir une structure de vente déjà en place, telles que la prospection, la gestion des opérations, la prise de commandes, ainsi que la vente et son suivi (facturation, livraison, recouvrement des factures,), ainsi que l'information sur le marché.

⁷ Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4^{ème} édition mise à jour, 1998.

⁸ TERSEN D, BRICOUT J L : Investissement international, Edition Armand Collin, Paris 2010, p. 8

C'est un établissement secondaire, ouvert par une société mère à l'étranger, pour faciliter l'extension géographique de ses activités ainsi que ses relations avec la clientèle. Qui n'a pas de personnalité juridique et fiscale distincte. La présence permanente ou temporaire sur le marché est garantie par ce service annexe et décentralisé de l'entreprise. En général, les responsabilités assumées sont identiques à celles d'une filiale.⁹

3. Les théories explicatives des IDE :

Dans ce qui suit nous présenterons les différentes théories explicatives de l'IDE.

3.1. Théorie de cycle de vie d'un produit : Vernon 1966

La théorie du cycle de vie international de produit développée par Vernon remonte aux années soixante, correspondant au contexte dans lequel le leadership économique américain n'était pas encore remis en cause. Vernon avait comme point de départ l'innovation technologique qui permet aux pays leaders de maintenir une avance en matière de technologie. Ainsi, selon lui, le produit vit depuis son lancement, et passe par différentes phases¹⁰ :

➤ La phase de lancement

Elle se caractérise principalement par l'importance des coûts de production et les prix de produits sont importants. Et le volume de vente est aussi faible et ne génère pas de recettes pour l'entreprise. Ainsi, dans cette phase l'entreprise vise principalement son marché domestique.

➤ La phase de la croissance

A ce stade, l'entreprise réalise des économies d'échelle correspondant à l'accroissement de volumes de production, en exportant progressivement dans les pays étrangers, d'où une croissance importante du volume des ventes. L'entreprise possède une large part de marché et réalise des profits importants.

⁹ AMELON. J., A, CARDEBAT J.M : les nouveaux défis de l'internationalisation, 1ere Edition, paris, 2010

¹⁰MERCIER-SUISSA C.et BOUVERET-RIVAT C., « L'essentiel des stratégies d'internationalisation de l'entreprise », Gualino Editeur, EJA-Paris, 2000, p. 77.

➤ **La phase de maturité**

Cette phase se caractérise par des profits très importants que réalise l'entreprise suite à la faiblesse des coûts de production conjugués avec des volumes de vente importants. Cependant, c'est pendant cette même phase que l'entreprise voit ses ventes baisser en raison de la concurrence.

➤ **La phase de déclin**

Dans cette phase l'entreprise voit diminuer les prix de ses produits, ses ventes et ses profits. A ce stade L'entreprise innovatrices qui avait mis au point le produit peut soit améliorer le produit (R&D pour créer un produit plus avancé technologiquement qui va prendre le relais) ou délocaliser sa production dans les pays où par exemple main d'œuvre est moins chère.

3.2. La théorie de l'arbitrage financier

L'arbitrage est le processus par lequel les actifs financiers sont achetés à un prix plus bas pour les vendre à un prix plus élevé sur un autre marché. D'une autre manière, les capitaux passent des pays où ils sont abondants, et donc taux d'intérêt plus bas vers les pays où les capitaux sont rares et le taux d'intérêt plus élevé. Cependant, d'un point de vue général, tout investissement sera attiré par des prospective d'une rémunération supérieur.

3.3. La théorie de l'approche éclectique

Le paradigme éclectique de Dunning constitue la première tentative de synthèse des différents niveaux d'approche de l'internalisation de la firme au sein d'une même approche. L'articulation des avantages propres à chacun des niveaux de l'analyse fournit la modalité selon laquelle ils seront exploités : exportation, vente de licence ou investissement direct étranger. L'ambition de cette approche est de regrouper au sein d'un même système explicatif les différents courants théoriques de l'IDE et de l'internationalisation¹¹.

La théorie éclectique est conçue comme une synthèse des théories de l'internationalisation et de la théorie des coûts de transaction qui n'apportent chacune que des explications partielles de la localisation des firmes¹². Dans cette approche, Dunning s'est inspiré des travaux de Hirsch (1976) relatifs à un arbitrage qu'effectue une firme entre les trois modalités

¹¹ RIDER D, « Les gagnants et les perdants dans la mondialisation », Economica, 2007, P 14

¹²BEKIHALL M : Les investissements directs étrangers en Algérie: « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990et 2010 ». Mémoire de magister en économie Option : Economie internationale. Ecole doctorale d'Economie et de Management. Université d'Oran., 2011.

d'exploration du marché étranger : soit l'investissement direct étranger, soit l'exportation ou la vente de licence. En distinguant les différents coûts relatifs à chaque modalité, la simple comparaison entre ces coûts détermine le choix de la modalité la plus rentable pour la firme. L'approche de Hirsch suppose ainsi une information parfaite sur tous les coûts, ce qui ne peut être le cas à l'échelle mondiale compte tenu de la grande asymétrie des coûts et des avantages. En outre, cette approche qui fait partie des modèles statiques (non stratégiques) ne considère que le choix d'une firme isolée et pour qui seul le coût importe dans la décision de localisation.

C'est dans ce cadre d'arbitrage que Dunning (1981) construit un modèle simple à deux pays dans lequel les firmes font le choix entre les trois modalités de pénétration du marché étranger (IDE, Licence ou Exportations). Ce choix s'effectue sur la base des trois types d'avantages qu'une firme doit posséder pour s'internationaliser et résumé par le paradigme OLI.¹³

II. Histoire et évolution des IDE dans le monde

Les origines des IDE remontent à l'Antiquité, lorsque les civilisations établies le long des routes commerciales, telles que celles reliant l'Europe, l'Asie et l'Afrique, ont facilité les échanges commerciaux et les investissements transfrontaliers. Les empires antiques ont étendu leur influence économique à travers la colonisation et le commerce, jetant ainsi les bases des premières formes d'investissement international.

Cependant, c'est avec l'avènement de l'ère moderne que les IDE ont pris une importance croissante. Au cours de la révolution industrielle, les entreprises européennes ont investi dans des colonies et des territoires étrangers pour exploiter de nouvelles ressources, établir des marchés et maximiser leurs profits. Cette période a marqué le début d'une ère où les investissements internationaux ont été de plus en plus intégrés dans les stratégies commerciales des entreprises. Ainsi, pour analyser l'évolution des IDE dans le monde, nous allons en premier lieu faire ressortir cette évolution dans le temps et les différentes périodes qui ont marqué les IDE.

¹³KACI CHAOUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie: Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister en Sciences Economiques Option: Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZI-OUZOU, 2012, p82.

1. Vue globale sur l'évolution des IDE dans le temps

Nous allons dans ce qui suit, faire ressortir l'évolution des IDE dans le temps.

1.1. Premiers échanges commerciaux et colonies : Les premières formes d'IDE remontent à l'Antiquité, où les commerçants et les explorateurs établissaient des colonies et des routes commerciales pour échanger des biens et des ressources entre les civilisations. Les empires antiques comme celui des Romains et des Phéniciens ont étendu leur influence économique à travers le commerce et la colonisation.

1.2. Colonialisme et expansion européenne : Aux 16^{ème} et 17^{ème} siècles, les puissances européennes ont lancé des expéditions coloniales dans le but d'établir des colonies et d'exploiter les ressources naturelles des territoires conquis. Les entreprises commerciales européennes, telles que les compagnies des Indes orientales et occidentales, ont été parmi les premières à investir dans des activités économiques à l'étranger.

1.3. Industrialisation et montée du capitalisme : Au 19^{ème} siècle, la révolution industrielle a entraîné une augmentation des investissements transfrontaliers, avec des entreprises européennes et américaines investissant dans des industries manufacturières à l'étranger pour exploiter de nouveaux marchés et sources de main-d'œuvre bon marché.

1.4. Entre-deux-guerres et montée du protectionnisme : Après la Première Guerre mondiale, de nombreux pays ont adopté des politiques protectionnistes, limitant les flux d'IDE et favorisant l'autosuffisance économique. Cependant, certains secteurs, tels que l'industrie pétrolière et minière, ont continué à attirer des investissements étrangers.

1.5. Après la Seconde Guerre mondiale : L'après-guerre a été marqué par la création d'institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, visant à promouvoir la stabilité économique et le développement mondial. Les accords de Bretton Woods ont également encouragé la libéralisation des échanges et des investissements internationaux.

1.6. Décennie de l'expansion des multinationales : Les années 1960 et 1970 ont vu une expansion rapide des multinationales, principalement des pays développés vers les pays en développement, à la recherche de nouveaux marchés, de ressources naturelles et de main-d'œuvre bon marché. Les investissements étrangers ont joué un rôle clé dans le

développement économique de nombreux pays asiatiques, notamment le Japon, la Corée du Sud et Taiwan.

1.7. Libéralisation économique et mondialisation : À partir des années 1980, de nombreux pays ont adopté des politiques de libéralisation économique, réduisant les barrières aux IDE et favorisant l'intégration des économies nationales dans l'économie mondiale. La chute du rideau de fer et l'effondrement de l'Union soviétique ont également ouvert de nouveaux marchés aux investissements étrangers.

1.8. Ère numérique et investissements dans les industries de haute technologie : Au tournant du 21^{ème} e siècle, la révolution numérique et l'émergence de l'économie du savoir ont conduit à une augmentation des IDE dans les industries de haute technologie, telles que l'informatique, les télécommunications et les biotechnologies. Les entreprises multinationales ont recherché l'accès à l'expertise technologique et aux talents dans ces domaines.

1.9. Développement durable et responsabilité sociale des entreprises : Plus récemment, les préoccupations environnementales et sociales ont influencé les décisions d'investissement des entreprises, avec une attention croissante portée à la durabilité, à la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et aux normes éthiques dans la conduite des affaires à l'étranger. Cette évolution historique des IDE reflète les transformations profondes de l'économie mondiale et témoigne de l'importance croissante des investissements transfrontaliers dans la croissance économique, l'innovation et le développement durable à l'échelle mondiale.

2. Les différentes périodes qui ont marqué l'évolution des IDE

Dans ce qui suit, nous allons présenter les différentes périodes qui ont marqué l'évolution des IDE.

2.1. La suprématie du Royaume Uni (1914-1945)

Au cours de cette période, les pays investissant hors de leurs pays d'origines étaient des puissances coloniales qui détenaient presque la totalité du stock mondial des IDE, soit 86,9% et où le Royaume Uni était le premier investisseur avec une part estimée à 45,5%, comme c'est illustré dans **le tableau n°1**.

Tableau N° 1: Répartition du stock d'IDE par pays d'origine (en pourcentage)

Pays	1914	1938	1960	1973	1985	1994
Pays du G5	86,9 %	81,2 %	72,8 %	75,7 %	71,6 %	65,4 %
Etats –unis	18,5 %	27,7 %	48,3 %	48,1 %	36,9 %	25,7 %
Japon	0,1 %	2,9 %	0,8 %	4,9 %	6,5 %	11,7 %
Royaume- Uni	45,5 %	39,8 %	16,3 %	12,8 %	14,8 %	11,7 %
Allemagne	10,6 %	1,3 %	1,2 %	5,7 %	8,8 %	8,6 %
France	12,2 %	9,5 %	6,2 %	4,2 %	4,6 %	7,7 %
Europe hors G5	10,8 %	15 %	18,4 %	14,8 %	17,2 %	21,8 %
dont						
Pays bas	Nd	Nd	10,3 %	7,5 %	7,0 %	6,1%
Suisse			3,4 %	3,4 %	3,7 %	4 %
Stock mondial (milliards \$)	14,5	26,3	66,1	210,5	618,6	2378

Source: D. Tersen, « L'investissement international », op cit, p.8.

La fin de la guerre mondiale marque le début d'une période d'expansion de l'investissement international qui prendra fin avec le premier choc pétrolier de 1973. Effectivement, dans les années 1950 et 1960, les investissements directs étrangers (IDE) avaient une croissance deux fois supérieure à celle de la croissance mondiale. Cette évolution soutenue des IDE peut être expliquée par plusieurs facteurs comme :

- ❖ Une période de prospérité pour les pays industrialisés (les trente glorieuses), caractérisée par le plein emploi et une croissance soutenue et régulière ;
- ❖ La baisse du coût des transports et des communications¹⁴.

Ainsi, l'après-guerre voit se produire une nette répartition des rôles au sein des grands pays investisseurs et pays d'accueil. Les trois grands investisseurs européens, à la suite de l'effondrement des empires coloniaux, ne représentent plus que le quart du stock des IDE mondiaux en 1960, contre la moitié en 1938 et le déclin le plus marqué du Royaume Uni. En revanche, les États-Unis, qui ont conservé leur appareil industriel productif pendant le conflit, se positionnent comme la puissance internationale en matière d'investissement. **(Voir tableau n°1).**

¹⁴ BELLON, B, GOUALA, R, « investissements directs étranger et développement industriel méditerranéen », édition ECONOMICA, paris, 1998, p19.

Parallèlement à la montée en puissance des Etats Unis dans l'investissement international, certains pays européens de taille intermédiaire s'affirment également en tant que nouveaux pays investisseurs. En effet, en 1960, l'Europe (hors Allemagne, France et Royaume Uni) détiennent près du cinquième du stock mondial et il s'agit principalement des Pays bas et de la Suisse (**Voir tableau n° 1**).

En ce qui concerne l'accueil des investissements directs étrangers (IDE), à la différence de la période précédente qui était caractérisée par une focalisation sur les pays en développement, le début des années 50 a été marqué par une évolution vers les pays développés. En 1938, ces nations possédaient près des deux tiers des IDE à l'échelle mondiale, soit 67,4 % comme le montre le **tableau n°2**.

Tableau N° 2 : Répartition du stock d'IDE par région destinataire (en pourcentage)

Régions	1913	1938	1960	1973	1985	1994
Pays développés	27,3 %	32,6 %	67,3 %	72,9 %	74,5 %	74 %
Etats –unis	10,3 %	7,4 %	13,9 %	10,4 %	24,8 %	21,7 %
Europe de l'ouest	7,8 %	7,4 %	22,9 %	36,5 %	31,6 %	41,6 %
Autres pays développés	9,2 %	17,8 %	30,5 %	26 %	18,1 %	10,7 %
Pays en développement	72,7 %	67,4 %	32,7 %	27,1 %	25,5 %	25,1 %
Amérique latine	32,7 %	30,8 %	15,6 %	12,5 %	9,7 %	8 %
Afrique	6,4 %	7,4 %	5,5 %	2,9 %	3,4 %	2,3 %
Moyen Orient	2,8 %	2,6 %	2,8 %	-	3,6 %	1,5 %
Asie	20,9 %	25 %	7,9 %	4,8 %	8,8 %	13,3 %
Europe de l'Est	9,9 %	1,6 %	0,9 %	-	-	0,9 %
Stock mondial (milliards \$)	14	24,3	54,5	166,7	745,8	2319

Source: D. Tersen, « L'investissement international », op.cit, p.9.

Entre 1938 et 1960, la part reçue des PED dans le stock mondial des IDE diminuent de deux fois, et même de trois fois, passant de 67,4 % à 32,7 %. Les pays d'Amérique latine et d'Asie ont été particulièrement touchés par ce recul, avec des entrées des IDE qui ont respectivement diminué de 30,8% et 25% à 15,6% et 7,9%. La majorité des PED étaient donc touchés par

Cette diminution de leur attrait, et leur part globale dans l'accueil des IDE ne cessera de diminuer jusqu'à la fin des années 80.

Le Moyen-Orient était la seule région en développement à éviter ce déclin historique, grâce aux investissements occidentaux dans l'exploitation des gisements pétroliers. Effectivement, depuis les années 60 jusqu'au milieu des années 70, les entreprises multinationales des pays occidentaux, notamment américaines, qui sont le principal moteur de l'investissement vers le tiers monde, ont été l'objet de réactions nationalistes de rejet. Notamment, en Afrique (l'Algérie), en Asie (Inde) et dans l'ensemble de l'Amérique latine (Chili) où leur influence économique est jugée excessive et d'être suspectés de s'approprier, pour leurs propres intérêts, les ressources naturelles (notamment minières), alors qu'un grand nombre de ces pays venaient à peine d'accéder à leur indépendance.

Ainsi, la majorité des pays en développement ont instauré des réglementations extrêmement contraignantes pour l'accès aux investissements étrangers. Cette politique restrictive conduit clairement les investisseurs étrangers à prendre de moins en moins de risques dans ces régions et à se tourner vers d'autres pays où la politique d'investissement est moins contraignante. L'Europe occidentale en profite le plus en raison de ses avantages pour les investisseurs internationaux. **(Voir le tableau 02)**

2.2. Le ralentissement des IDE (1973 – 1984)

Dans les années 1970 et la première moitié des années 1980, les IDE connaissent un ralentissement à la suite des deux chocs pétroliers, les investissements directs étrangers ont connu une baisse. Tous ces événements ont provoqué des changements dans les flux des investissements directs étrangers. En effet, une redistribution des IDE s'est opérée au sein des principaux pays investisseurs. Ainsi, la part des Etats Unis dans le stock mondial des IDE sortants est passée de 48,1% à 36,9 % entre 1973 et 1985, alors que la part de l'Allemagne croît de 5,7 % à 8,8 % et celle du Japon de 4,9 % à 6,5 %, pour la même période **(voir tableau n°1)**.

2.3. L'explosion des IDE à partir des années 1980

A partir des années 80, les investissements directs étrangers (IDE) connaissent une expansion sans précédent, tant en termes d'ampleur que de diffusion dans tous les pays. Différents éléments ont contribué à cette croissance significative, tels que la libéralisation du

Secteur des services, principalement dans les domaines des banques, des assurances et des télécommunications.

Depuis le milieu des années 80 jusqu'à la fin des années 90, l'IDE constituait l'élément le plus dynamique dans le processus de mondialisation : le taux de croissance des flux sortants était en moyenne de 25% par an, contre 12% pour les exportations de biens et services, avec une croissance de la production mondiale (PIB) de 1.3%¹⁵.

L'essor qu'ont connu les IDE au cours des années 80 pouvait être expliqué par la forte croissance économique des pays de l'OCDE. Plusieurs facteurs ont été à l'origine de cette forte progression, notamment, la libéralisation qu'a connue le secteur des services, essentiellement au niveau des banques, des assurances et des télécommunications.

Le **tableau n°3** présente une distribution des sorties des IDE en provenance des différentes régions du monde.

Tableau N° 3 : Sorties des IDE par région :

En millions de dollars US					En pourcentage du total			
MONDE dont	1985	1990	1995	2000	1985	1990	1995	2000
	61277	235836	335194	1068786	100	100	100	100
Pays de l'OCDE	42055	189166	263 716	904349	68.6	80.2	79.7	84.6
Pays non membres de l'OCDE dont :	19222	46670	71437	137747	31.4	19.8	21.3	12.9
Afrique	404	195	3100	7267	0.7	0.1	0.9	0.7
Asie	2171	12650	25106	29494	3.3	5.4	7.5	2.8
Europe	8	408	3570	14026	0.0	0.2	1.1	1.3
Amérique latine et Caraïbes	9101	18948	23632	68374	14.9	8.0	7.1	6.4
Moyen-Orient	212	1056	1936	1571	0.3	0.4	0.6	0.1
Non spécifiés	7325	13413	14093	17015	12.0	5.7	4.2	1.6
* Non compris les pays de l'OCDE.								

Source : OCDE, « L'investissement direct étranger au service du développement », op cit, p.7

D'après les informations du **tableau n°3**, il est évident que la répartition des IDE pour les pays en développement est très inégale. En effet, l'Asie et l'Amérique latine représentent les deux tiers des investissements directs étrangers des pays membres de l'OCDE et des pays non membres, ce qui met en évidence la difficulté du continent africain à attirer les investissements directs étrangers.

¹⁵BOURI S : Les déterminants de l'investissement direct étranger, Evidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011). Thèse de doctorat en sciences économiques monétaires et finances LMD Option : « Finance ».université de Tlemcen, 2015.P55.

III. Les déterminants des investissements directs étrangers :

L'importance portée aux facteurs déterminants de l'investissement direct à l'étranger s'est renforcée au fur et à mesure de l'évolution des avantages des IDE. Evidemment, un certain nombre d'auteurs se sont alors intéressés aux facteurs déterminants des IDE, occupant ainsi une grande place dans la littérature empirique et théorique.

Il existe plusieurs déterminants pouvant influencer l'attraction des investissements directs étrangers dans le pays d'accueil, nous l'avons classé sous trois (3) ordres : Ordre institutionnel, ordre économique et ordre géographique.

1. Ordre institutionnel :

On distingue plusieurs facteurs d'ordre institutionnel qui sont cités sous-dessous, qui sont favorables et agissent positivement sur l'attraction des IDE. Les déterminants d'ordre institutionnel sont les suivants :²²

1.1. La stabilité politique et sociale

Ce facteur est visé par l'investisseur étranger qui cherche une stabilité politique et sociale c'est-à-dire un pays où tout va bien pas de guerre, pas d'émeute pour avoir un environnement stable est plus important à un marché potentiel pour l'investisseur.

1.2. Les incitations fiscales

Leurs objectifs sont de réduire le taux de pression fiscale globale sur l'investissement étranger. Elles peuvent prendre des formes très variées comme la réduction ou l'exonération de l'imposition sur les bénéfices, sur le chiffre d'affaires, sur la valeur ajoutée, la réduction ou l'exonération des taxes à l'importation et à l'exportation, une accélération de l'amortissement du capital. Ainsi, ces incitations fiscales visent à attirer plus d'IDE possible, pour que le pays puisse bénéficier de leur venue par des facteurs cités ci-dessus, comme le transfert technologique, la création d'emploi et etc. Elles agissent positivement sur l'IDE, car les investisseurs cherchent généralement un pays d'accueil qui dispose d'un faible taux d'imposition, enfin produire sans venir à payer plus.

²²KACI CHAOUCH T, « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb », mémoire de magister en Sciences Economiques, Option: Monnaie-Finance-Banque, université de Tizi-Ouzou, 2012, p 62.

1.3. L'environnement juridique

L'investisseur étranger s'intéresse aussi à la stabilité du cadre juridique du pays d'accueil et à la possibilité de recourir à l'arbitrage internationale pour le règlement des différends. Ainsi la fiabilité des appareils juridiques et réglementaire avec l'existence de tribunaux compétents, indépendants, impartiaux et intègres est l'un des fondements de la confiance de l'investisseur. Cet environnement peut avoir un effet positif ou négatif sur l'attraction des IDE dans le pays. Dans le cas où il existe une stabilité juridique sans faille, il attire positivement les IDE, vice versa.

1.4. Le climat des affaires

L'indicateur synthétique du climat des affaires résume la tonalité des enquêtes de conjoncture, plus il est haut, plus les industriels considèrent favorablement la conjoncture²³. Il est composé de plusieurs paramètres, parmi ces paramètres nous pouvons citer :²⁴

1.4.1. Infrastructures de qualité :

Des infrastructures physiques (routes, ports, aéroports, énergie, télécommunications) bien développées facilitent les opérations commerciales. Des infrastructures numériques modernes pour soutenir les activités technologiques et innovantes.

1.4.2. Accès aux marchés :

Un marché local dynamique avec une demande solide pour les biens et services et un accès privilégié à des Marchés régionaux ou internationaux via des accords commerciaux.

1.4.3. Main-d'œuvre qualifiée :

Une population active éduquée et formée pour répondre aux besoins des entreprises et des programmes de Formation adaptés aux secteurs clés pour attirer les investissements

1.4.4. Protection des investissements :

Des accords bilatéraux ou multilatéraux pour protéger les investisseurs contre les expropriations ou les changements brusques de politique et une législation claire sur la propriété intellectuelle pour sécuriser les innovations.

²³ www.insee.fr

²⁴KACI CHAOUCH T, « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb », mémoire de magister en Sciences Economiques, Option: Monnaie-Finance-Banque, université de Tizi-Ouzou, 2012, p 65.

2. Les déterminants d'ordre économique

Les déterminants d'ordre économique sont des déterminants qui touchent directement l'économie et sont les déterminants les plus importants pour attirer les investissements directs étrangers. Nombreux qu'ils sont, nous pouvons citer²⁵:

2.1. Le degré d'ouverture commercial du pays d'accueil

Le degré de l'ouverture d'une économie, mesuré par le niveau de développement du commerce extérieur (la valeur des importations et exportations) par rapport au PIB, est considéré comme un facteur attractif des IDE. En effet, un niveau élevé d'importation renseigne sur l'absence de barrières tarifaires et non tarifaires à l'entrée des biens et services²⁶. De ce fait, pour ses besoins d'exploitation, l'investissement étranger aura la possibilité d'importer sans avoir à respecter des quotas à ne pas dépasser, ni à supporter des tarifs douaniers élevés. Et par conséquent, le niveau d'ouverture commercial du pays a un effet positif sur l'afflux des IDE.

2.2. Le taux d'inflation

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des Prix²⁷. Cet indicateur peut renseigner sur la politique du pays, en effet, un fort taux d'inflation montre l'instabilité de la monnaie et par cela une forte augmentation des prix des produits. Il gêne de ce fait, les anticipations et le calcul économique de l'investisseur étranger et l'oblige à d'incessantes opérations de couverture, tout en dépréciant rapidement les perspectives de profit futur.

L'inflation pour sa part augmente les coûts de production, et oblige les entreprises à augmenter leurs prix ou à diminuer les marges bénéficiaires. Des taux d'intérêt élevés accroissent le coût du capital. L'instabilité des taux de change accroît le risque de change des entreprises. Une monnaie qui se déprécie diminue quant à elle, d'autant la valeur des bénéfices

²⁵ KACI CHAOUCH T, « Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux autres pays du Maghreb », mémoire de magister en Sciences Economiques, Option: Monnaie-Finance-Banque, université de Tizi-Ouzou, 2012, p 59.

²⁶ NESTOR WILLIAM E : Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun, Maitrise en Economie Bancaire et Financière 2009. In : www.memoireonline.com/

²⁷ www.insee.fr

rapatriés. La libéralisation des échanges permet aux investisseurs étrangers de pénétrer les marchés, d'effectuer une utilisation plus souple des ressources et d'avoir la liberté de prendre leurs propres décisions²⁸.

2.3. Le taux de croissance

Le taux de croissance est l'évolution d'une structure ou d'un pays d'une année sur l'autre. Il permet de voir la progression selon un indicateur choisi, il est calculé par rapport à l'évolution du PIB d'un pays²⁹. Un fort taux de croissance indique que la population du pays est importante, donc un marché important là où il y'a un nombre considérable de consommateurs que les entreprises chercheront à conquérir, mais aussi à gagner une part de marché plus importante.

De part, un taux de croissance élevé renseigne les entreprises étrangères sur l'évolution de la population en hausse, ce qui signifie un avantage favorable pour eux (plus de consommateurs, plus de demandes, plus d'offres et plus de profits).

D'autre part, un faible taux de croissance signifie une population plus restreinte, donc peu de consommateurs et moins de profit. Le taux de croissance a un effet positif sur l'implantation des IDE

2.4. Le taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs qui existe dans la population active d'un pays donné. Un taux de chômage faible permet de renseigner l'investisseur étranger sur la hausse de salaires à cause d'une tension sur le marché, mais aussi un sureffectif d'employés dans les entreprises locales rachète dans les pays d'accueil par les investisseurs étrangers. Un fort taux de chômage, montre que le niveau de salaires est moins élevé, mais aussi, la disponibilité d'un nombre important de travailleurs, qui sont prêt à travailler. Cet indicateur agit positivement sur l'IDE.

²⁸ GUERID O, investissement direct étranger en Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. N°3-juin 2008, P19

²⁹ www.journaldunet.com

2.5. Le taux de change

L'impact du taux de change sur les décisions d'investissements est analysé sur la base de deux paramètres, le niveau et la variabilité du taux de change. A cet effet, Froot et Stein³⁰ se sont penchés, dans leur étude 1991, sur l'augmentation des acquisitions des firmes étrangères dans le capital des firmes américaines pendant la dépréciation du dollar après 1985. Les auteurs concluent qu'un dollar fort est associé à une faible entrée des IDE aux USA. Ainsi, selon eux, une dépréciation du dollar augmentera la richesse des firmes étrangères et par conséquent l'augmentation de leur capacité d'investir aux Etats-Unis dans un contexte de marché financier imparfait

3. Ordre géographique

Il existe plusieurs déterminants d'ordre géographique, dans notre cas, nous mettrons accent sur deux entre eux, qui sont les suivants :

3.1. La stabilité politique et sociale

On l'estime comme l'un des facteurs clés pour les investissements directs étrangers. Les investisseurs souhaitent principalement un cadre politique et social stable. Ainsi, si la probabilité de coups d'Etat ou d'autres conflits (religieuse, ethnique) est élevée, même si le projet est rentable, il est probable que les investisseurs se désintéressent du pays en question. Cependant, si les perspectives à long terme leur sont bénéfiques, ils décideront d'investir, tout en minimisant leur implantation, en suivant l'évolution de la situation du pays.

3.2. Accès aux ressources

Les entreprises sont attentives aux caractéristiques exogènes des territoires. Tous les pays possèdent des ressources naturelles qui ont un impact sur la productivité et le profit des entreprises. De la même manière, la disponibilité de terres cultivables, de ressources minières, d'un accès à la mer, d'un ensoleillement intense ou d'autres avantages naturels ont un impact sur les entreprises étrangères. En règle générale, elles ont tendance à se développer là où l'environnement leur est propice pour une production bien structurée³¹.

³⁰ MAROUANE, A NICET-CHENA D et ROUGIER E, « Politique d'attractivité des IDE et Dynamique de croissance et de convergence dans les pays du Sud Est de la Méditerranée », Calier du GRETHA, N°06-2007, Juin 2007, p5

³¹ THAALBI I « Déterminants et impacts des IDE sur la croissance économique en Tunisie. Economies et finances. Université de Strasbourg, 2013, p 125.

Tableau N°04 : Déterminants des investissements directs étrangers.

Tableau synthétique des différents déterminants des IDE	
Cadre réglementaire global du pays hôte	-Stabilité économique, politique et sociale. - Lois concernant l'entrée et les opérations financières et juridiques (y compris les lois sur la propriété). - Normes ajustées spécifiquement au traitement des filiales étrangères. - Politiques relatives au fonctionnement structurel des marchés (traitant en particulier les régimes de la concurrence et les opérations des fusions et acquisitions). - Accords internationaux concernant l'IDE (notamment les accords d'intégration régionaux) - Politique des privatisations. - Régime de commerce (barrières tarifaires et non tarifaires) : la cohérence des régimes de l'IDE et du commerce. - Régime fiscal. - Système judiciaire en général.
Climat des affaires	Promotions et incitations à l'investissement (notamment campagnes d'image et activités génératrices d'investissements, et services facilitant l'investissement). - Équipements collectifs. - Services après-investissement. - Disponibilité de financement.
Déterminants économiques	Stratégie de pénétration : recherche de marché Taille du marché et revenu par habitant. - Croissance du marché. - Accès aux marchés régionaux et mondiaux.

Déterminants économiques	- Préférences des consommateurs locaux. - Structure des marchés. - Exclusivité de la propriété intellectuelle des biens ou et des services
	Stratégie de délocalisation : recherche de ressources - Matières premières. - Main-d'œuvre non qualifiée à bon marché. - Main d'œuvre qualifiée. - Actifs technologiques, innovants et autres actifs (par exemple marques commerciales). - Infrastructure physique (ports, routes, énergie, Télécommunications...)
	Stratégie de délocalisation : recherche de l'efficience - Coût de ressources et des actifs, ajustés de la productivité de la main d'œuvre. - Autres coûts d'intrants, tels que les coûts de transport et communication avec le pays d'accueil et à l'intérieur de celui-ci, et d'autres biens intermédiaires. - Adhésion à un accord régional favorisant l'établissement des relations commerciales privilégiées. - Infrastructure spécifique favorisant l'activité exportatrice (plate forme exportatrice)

Thaalbi I « Déterminants et impacts des IDE sur la croissance économique en Tunisie. Economies et finances. Université de Strasbourg, 2013

4. Les avantages et inconvénients des IDE sur les pays d'accueils et les pays d'origine

L'investissement étranger comme forme d'internationalisation des entreprises représente une opportunité à l'entreprise investisseuse, il lui permet de réaliser des économies d'échelle³². Mais ça ne s'arrête pas ici, d'une part l'IDE peut présenter des avantages au pays d'origine de l'entreprise, et au pays hôte d'autre part, l'IDE peut être perçu comme un inconvénient aux pays concernés (d'origine et d'accueil). Dans ce qui suit, nous allons présenter les différents avantages et inconvénients de cette forme d'internationalisation³³

4.1. Les avantages pour le pays d'accueil :

- ✚ Amélioration des PIB : Les gains réalisés par les IDE vont être partagés entre la FMN et le pays hôte³⁴.
- ✚ La création de l'emploi : De nouveaux postes d'emplois se créent à chaque avènement d'un IDE.
- ✚ Le transfert de technologie : Le contrôle exercé par les FMN en termes de gestion pratique managériale, commercialisation, techniques de production... permet l'amélioration de la qualification des employés du pays d'accueil.
- ✚ Les IDE permettent d'exploiter des secteurs d'activité non exploités à cause du manque de l'épargne nationale. Les IDE peuvent être dans ce cas une source de financement

4.2. Les inconvénients des IDE sur les pays hôtes

- ✚ La domination étrangère : au cas où le pays contient trop d'IDE dans son territoire cela signifie que les firmes nationales sont confrontées à une concurrence rude.
- ✚ Influence sur les décisions politiques et économiques majeures.
- ✚ Exploitation irrationnelle des matières premières.
- ✚ Les gains réalisés par le pays d'accueil peuvent compenser les mesures prises que ce soit fiscales ou douanières offertes pour attirer les IDE.

³² NESTOR WILLIAM E : Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun. Maitrise en Economie Bancaire et Financière 2009. In : www.memoireonline.com/

³³ BEKIHAI M, Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010 mémoire de magister en économie, Option Economie internationale, université d'oran, 2013. In : <http://theses.univ-oran>

³⁴ MAINGUY C: les investissements directs étrangers dans les pays en développement : la diversité des impacts, Éditions l'Harmattan Amazon, France, 2010, pp 71-81

4.3. Les avantages des IDE sur le pays d'origine

- ✚ Augmenter le bien-être et améliorer la production du PIB du pays : par la démarche de rapatriement des bénéfices réalisés à l'étranger.
- ✚ Meilleure allocation des ressources : Les IDE permettent de mieux utiliser les fonds, les capitaux et l'épargne excédentaires des pays développés (d'origines).
- ✚ Meilleure compétitivité pour les entreprises : La réputation des FMN permet aux entreprises du même pays de suivre la voie de leurs compatriotes.

4.4. Inconvénients des IDE sur le pays d'origine

- ✚ Perte d'emploi : Quand les FMN se délocalisent elles procèdent aux fermetures des usines et le licenciement des employés pour aller s'implanter à l'étranger.
- ✚ Les inégalités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés : Selon les prédictions du modèle HOS, « Les difficultés rencontrées par les travailleurs les moins qualifiés dans les PD sont à l'origine des IDE.
- ✚ Effet négatif dans la balance de paiement : À court terme : Les IDE peuvent causer un déficit de la balance de paiement cela et du à la sortie de capitaux. À long terme : L'effet dépend de la rentabilité et la profitabilité des IDE.

Conclusion

Les investissements étrangers directs ont connu généralement une évolution croissante. La dernière crise financière internationale avait un impact négatif sur l'évolution des flux d'investissements directs étrangers mais les choses ont commencé à se redresser. Par ailleurs, L'importance des flux des IDE ces dernières années, montre qu'ils sont devenus un élément incontournable et une source de financement recherchée par la plupart des pays.

En effet, leur intégration au programme d'investissement justifie leur apport comme source de croissance et de développement. Ainsi, les effets bénéfiques des IDE sont considérés comme substantiels.

En outre, l'intérêt des IDE se manifeste non seulement par les entrées de capitaux qu'ils engendrent pour le pays d'accueil, mais également, par leur apport de technologie et de savoir-faire technologique et organisationnel et un accès à de nouveaux marchés. Grâce à ces retombées positives qui se manifestent à différents niveaux, les IDE peuvent contribuer d'une façon active à la croissance et au développement économique des pays d'accueil. Pour les pays en développement, les IDE constituent la solution aux problèmes de développement et de dette. Ce qui explique, les efforts déployés par plusieurs pays, qui se livrent à une concurrence accrue, pour attirer d'importants flux d'investissement international.

CHAPITRE 2 : ETAT DES LIEUX DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE

Introduction

L'investissement à l'échelle nationale et internationale, privé et public, est indéniablement l'un des éléments clés des politiques économiques des États développés et en développement. Le cadre légal de l'investissement étranger en Algérie a toujours été au cœur des discussions. De nature économique, c'est la raison pour laquelle le législateur algérien a adopté de nombreuses lois sur le sujet, notamment à partir des années 1990, lors de l'adoption de la loi n° 90-10 du 14 avril 1990 concernant la monnaie et le crédit. Effectivement, cela marquait le commencement d'un vaste processus de transition vers l'économie de marché.

Actuellement le régime juridique de l'investissement étranger en Algérie est régi principalement par la loi 16-09 relative à la promotion de l'investissement, accompagné d'un ensemble de décrets d'application. Cette récente réforme du droit des investissements est une avancée importante dans la gestion, l'accueil et le traitement des investissements étrangers en Algérie, et ce au regard de tous les avantages qui sont consentis au profit des investisseurs, ainsi que, l'assouplissement des procédures d'installations d'entreprises étrangères sur le territoire national.¹

Ce chapitre est composé de trois sections, La première section sera consacrée au cadre réglementaire et la politique de promotion des IDE. Une deuxième section portera sur l'évolution des IDE en Algérie Enfin, dans la troisième section, nous nous attacherons à présenter les principaux atouts et obstacles qui entravent le développement de l'IDE

I. Le cadre règlementaire et législatif régissant les IDE en Algérie et son évolution

Depuis l'indépendance, le climat juridique des affaires en Algérie a été constamment réformé. Ces réformes reflètent parfaitement la politique générale de l'Algérie qui se distingue par une oscillation entre le modèle socialiste et le modèle libéral. L'obtention de l'indépendance en Algérie a provoqué une désorganisation économique, en particulier en raison du départ de nombreux acteurs économiques. Afin de pallier cette absence, de nombreuses entreprises ont formé des comités d'autogestion afin de poursuivre leurs activités. Durant cette période, le

¹BENHAMA A, Le régime d'investissements étrangers en Algérie : aspects juridiques, thèse de doctorat de Droit de la Sorbonne Université Paris I PANTHÉON-SORBONNE , année 2020, p33.

principe de souveraineté était prédominant à tous les niveaux. Voici les lois qui régissent les investissements étrangers en Algérie

1. Le code de 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963) :

La promulgation de ce code est destinée aux investisseurs étrangers. L'article 03 du code de 1963 stipule que « La liberté d'investissement est reconnue aux personnes physiques et morales étrangères sous réserve des dispositions d'ordre public et des règles d'établissement, résultant des lois réglementées ainsi que des conventions d'établissements lorsque celles-ci sont postérieures au 1er juillet 1962² ». La loi n°63-277 du 26/07/1963 définit les garanties générales et particulières accordées aux investissements productifs en Algérie, les droits, les obligations et les avantages et le cadre général des interventions de l'Etat dans le domaine des investissements.

L'article 23 de ce même code stipule que « l'Etat intervient par le moyen des investissements publics, et créant des sociétés nationales ou des sociétés d'économie mixte avec la participation du capital, pour réunir les conditions nécessaires à la réalisation d'une économie socialiste spécialement dans les secteurs d'activités présentant une importance vitale pour l'économie nationale³ ».

2. Le code de 1966 (l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966)

Le code précédent, à la fois contraignant et discriminatoire, a rapidement mis en évidence ses limites, qui se résument en : la nationalisation des investissements qui ont continué à fonctionner après l'indépendance, les conditions de rapatriement des bénéfices qui sont limitées à un maximum de 50%, ainsi que les contraintes administratives. La venue du code de 1966 (l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966) dont l'article 03 stipule « l'Etat peut, en outre, dans tous les secteurs s'associer, dans des sociétés d'économie mixte, avec la participation du capital étranger ou national. Il peut également lancer des appels d'offres de création d'entreprises dans tous les secteurs par des capitaux privés, dans des conditions déterminées, que les priorités du développement économique pourraient exiger⁴ », intervient dans le cadre d'essayer d'éliminer les insuffisances remarquées dans les textes précédents.

² Article 3, lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N° 53, p774

³ Idem, p775

⁴ Article 3, lois N° 66-284, du 15/09/1966, portant code des investissements, journal officiel N° 80, p901

3. La loi n°82-11 du 21/08/1982

La promulgation de la loi 82-13 du 28 août 1982 relative à l'investissement privé, modifiée par la loi n°86-13 du 19/08/1986, fait appel aux investisseurs étrangers a entré en association avec l'Etat dans le cadre des sociétés mixtes dans leurs projets d'investissement.

Les articles 2 et 5 de cette loi (de 1986), précisant que ; le capital de la société se compose de plus de 50% en faveur du secteur public national et la prise des décisions administratives et financières sont confiées à la partie algérienne⁵.

4. Une libéralisation progressive (1988-1996)

Dans les années 1980, avec la libéralisation qui envahissait l'économie mondiale au début de la décennie, la dégradation des marchés pétroliers et l'augmentation du stock de la dette extérieure, l'Algérie a dû mettre en place un plan de réformes pour faire passer un système socialiste à un système d'économie de marché. En plus de la liberté du commerce intérieur, le législateur a choisi d'ouvrir le commerce extérieur aux personnes qui souhaitent l'exercer. Cela fut rendu tangible par l'article 19 de la Constitution de 1989 qui abolit le monopole de l'État sur le commerce international⁶.

N'échappant pas au mouvement de la mondialisation, l'Algérie doit être attrayante pour survivre dans un monde de plus en plus pragmatique et libéral. Après 1988, la politique d'investissement en Algérie fut régie par plusieurs textes juridiques.

4.1. Le régime juridique de déclaration des investissements à partir de 1990

Pour la première fois de l'histoire de l'Algérie, la loi 90-10 sur la monnaie et le crédit établit la liberté d'investissement dans le secteur bancaire, favorisant ainsi les investisseurs nationaux et étrangers. L'article 183 autorise les non-résidents à investir en Algérie dans toutes les branches qui ne sont pas spécifiquement réservées à l'État, selon les règlements que le Conseil de la monnaie et du crédit a adoptés.

En tenant compte des critères suivants : l'équilibre du marché des changes, le développement de l'emploi, le perfectionnement de la force de travail local et l'acquisition de technologie.

⁵ Article 2 et 5, lois N° 86-13, du 19/08/1986 modifiant et complétant la loi n° 82-13 du 28/08/1982 relative à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'économie mixte, p, 1016.

⁶ Article 19 de la constitution de 1989 stipule : « l'organisation du commerce extérieur, même si elle relève toujours de la compétence de l'État, va être désormais précisée par la loi qui en détermine les conditions d'exercice et de contrôle »

4.2. Le code de 1993 (décret législatif n° 93-12 du 05 octobre 1993)

L'année 1993 fut décisive dans le choix du passage à une économie fondée sur l'initiative individuelle et privée qui privilégie les mécanismes du marché pour la répartition des ressources nationales, ainsi que l'ouverture de l'économie algérienne à l'économie mondiale⁷. C'était un dispositif très encourageant par rapport aux précédents. Il reflétait la volonté du législateur et des autorités algériennes d'attirer le plus grand nombre de capitaux étrangers possible pendant une période où le pétrole était vendu à moins de 10 dollars. Cette loi repose sur plusieurs principes fondamentaux qui résument clairement la volonté des autorités algériennes à promouvoir l'investissement étranger. Ces principes étaient liés à la liberté d'investissement pour les résidents et les non-résidents.

Ce code de 1993 fixe le régime applicable aux investisseurs privés nationaux et étrangers, il se base sur⁸ :

- ❖ La non-discrimination entre le capital privé national et étranger.
- ❖ La mise à niveau de la réglementation nationale, par rapport à celles des pays étrangers.
- ❖ Les principes fondamentaux de liberté d'investir pour les investisseurs nationaux et étrangers.
- ❖ Désignation du guichet unique comme une autorité unique de soutien et assistance aux investisseurs.

⁷ ZOUAIMIA.R, « Le régime des investissements étrangers en Algérie », in Journal du droit international, 1993, p.10

⁸ Décret législatif n°93-12 du 19 correspondant aux 5/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, p 3.

4.3. L'ordonnance n°01-03 du 20 aout 2001 relative au développement de l'investissement

Le principe directeur est que les avantages accordés sont à la mesure des investissements : plus les intérêts pour l'économie algérienne sont importants, plus les avantages accordés sont nombreux. L'ordonnance 01-03 a apporté des changements importants par rapport au régime de l'investissement en vigueur depuis le 5 Avril 1993. C'est en raison des résultats décevants en matière d'investissement étranger, que le législateur s'efforça de rendre le marché algérien plus attractif. Récemment, la loi de finances complémentaire pour 2014 a procédé à un allègement procédural en supprimant la condition de soumission des projets d'investissement susvisés à l'examen préalable du Conseil National de l'Investissement (CNI). Toutes ces mesures incitatives furent prises dans le cadre de loi de finances complémentaire pour l'année 2014

4.4. La Loi de finances complémentaire de 2009

Cette loi témoigne d'une planification hésitante de l'économie du pays. Selon les experts du domaine, cette loi intervient pendant une période de croissance de l'économie algérienne. De telles mesures ont entravé cette expansion. Effectivement, après près de dix ans d'application de cette loi, on constate une diminution significative des investissements en Algérie.

La loi de finances complémentaire pour 2009 a affirmé le retour de l'État dans le champ économique. On constate une remise en cause de tous les avantages et les démarches produits. Et ce à double titre ; on relève en effet une centralisation excessive du pouvoir de décision en rapport avec l'investissement, on note ensuite le revirement du législateur sur la question de la célérité dans le traitement des dossiers des investisseurs. Mais, au-delà de ces mesures, la loi de finances pour l'année 2009 a réinstauré une règle dite de mixité du capital, en obligeant tous les opérateurs étrangers et les algériens non-résidents sur le territoire national, de s'associer avec un partenariat local public ou privé, en détenant au maximum 49% des parts sociales de l'entreprise ou du projet en question.

La loi de finances complémentaire pour l'année 2009 introduisait la règle 51/49 %. Cette règle a été réintroduite dans le droit des investissements par le législateur algérien, qui l'avait abandonnée depuis 1993. Cette règle est dite de mixité du capital, ou investissement sous forme de partenariat. Elle prévoit clairement que dorénavant tout investissement en provenance de l'étranger doit être réalisé dans le cadre d'une mixité de capital de l'entreprise.

Il est nécessaire que le pourcentage de ce capital soit de 51 % pour la partie algérienne et de 49 % au maximum pour la partie étrangère.

4.5. La loi n°16-09 du 3 août 2016 relative au développement de l'investissement

Elle est organisée autour de 4 principaux axes :

- ❖ Allégement de certaines procédures afin de fluidifier la réalisation des investissements ;
- ❖ Apurement de la loi sur l'investissement de certaines dispositions afin de s'aligner sur les pratiques internationales ;
- ❖ Refonte du système des régimes incitatifs suivant leur impact sur l'économie nationale ;
- ❖ Ajustement du cadre réglementaire en matière d'investissement étranger et son éligibilité à la garantie de transfert de capitaux

4.6. La loi des finances 2022 relative à la correction des déséquilibres identifiés dans la loi n° 16-09 du 3 août 2016

La nouvelle loi sur l'investissement a pour objectif, entre autres, de corriger les déséquilibres identifiés dans la loi n° 16-09 du 3 août 2016 sur la promotion de l'investissement, en diminuant la bureaucratie, en instaurant des conditions objectives de transparence, d'équité entre les opérateurs économiques et en encourageant les investissements étrangers.

La loi relative à l'investissement vise à redonner confiance aux investisseurs, garantir la stabilité et la pérennité du cadre législatif sur au moins pendant dix (10) ans. Elle est articulée autour de quatre (04) axes :

-  Les principes instaurés,
-  Le cadre institutionnel régissant l'investissement,
-  La facilitation des procédures,
-  La mise en place de mesures incitatives pour de meilleurs avantages.

⁹ <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021100.pdf>

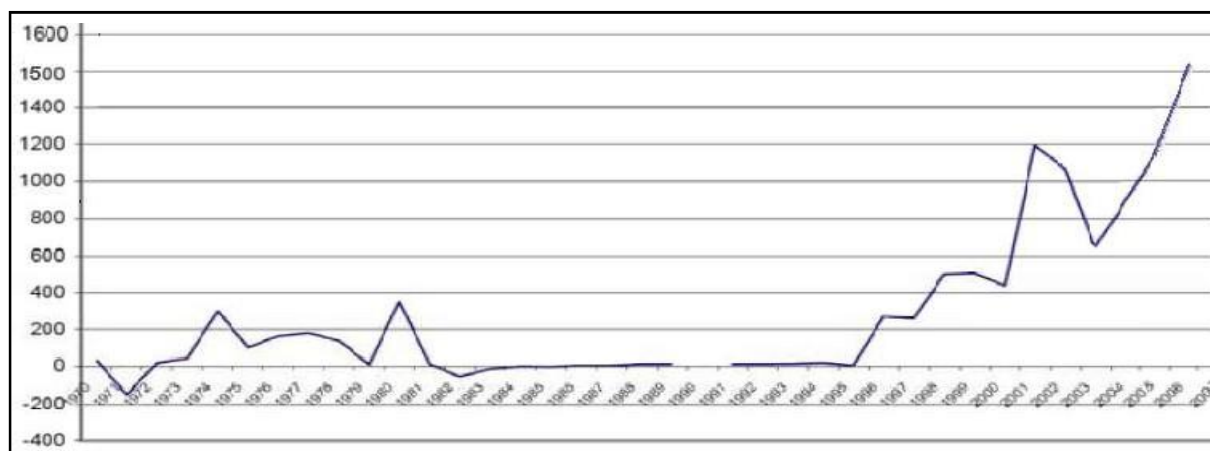
II. L'évolution des IDE en Algérie : une évolution contrastée

Les IDE dans les pays en voie de développement sont volatiles et souvent soumis à des aléas conjoncturels, dépendant du rythme des implantations de firmes multinationales dans le secteur de l'énergie (L'Algérie n'échappe pas à cette règle, toutefois en retraçant l'évolution des flux des IDE, on peut dégager deux grandes périodes de 1970 à 1994 d'une part et d'une autre de 1995 jusqu'à présent.

1. Période allant de 70 à 95

La première période (1970-1994) reflète l'importance des IDE dans le secteur des hydrocarbures. En effet malgré la nationalisation des hydrocarbures en 1971 ; l'Algérie a fait appel aux firmes multinationales pour la réalisation des projets industriels dans le cadre de sociétés mixtes. Ces projets concernaient essentiellement : le raffinage, l'exploration, la production et le transport du pétrole et du gaz naturel. Dès la fin des années 60 jusqu'au début des années 80, une vingtaine de sociétés ont été créées. L'attractivité de ce secteur s'est accrue suite aux chocs et contrechocs pétroliers des années 70 et 80. La décennie 80 est caractérisée par une quasi-absence d'IDE (**figure 02**).

Figure 2 : Flux d'IDE entrant en Algérie de 1970 à 1995 (En Millions de dollars)

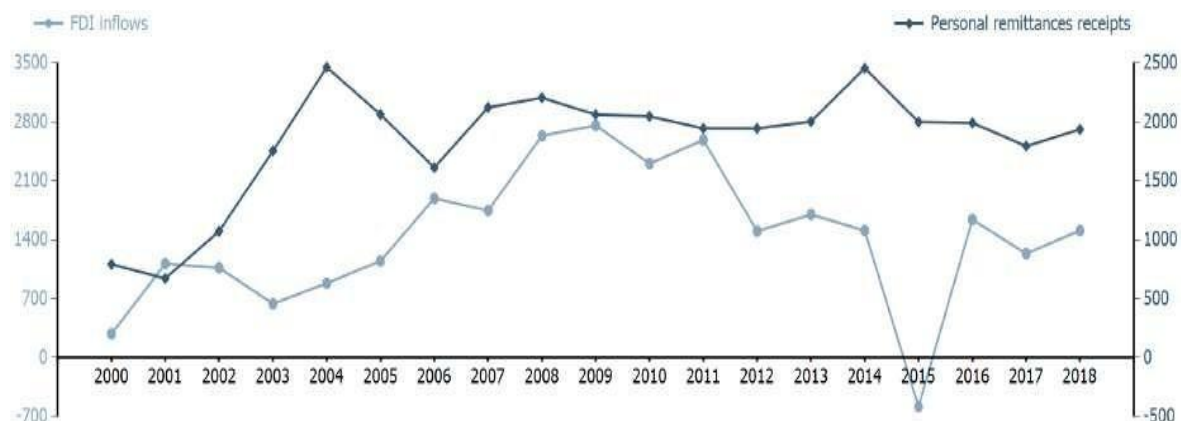


Source : CNUCED, base de données FDI/TNC (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

2. Période allant de 1995 jusqu'à 2018

La deuxième période à partir de 1995, est marquée par une reprise des investissements qui résulte principalement de la mise en place de réformes, le désengagement progressif de l'État de certains secteurs de l'économie nationale. Durant cette période, une nouvelle législation fiscale plus attractive et un cadre institutionnel d'appui plus approprié (Code des investissements de 1993, amendé et complété par l'ordonnance de 2001), a encouragé dans une certaine mesure les IDE. A partir de 2001, l'État a pris des dispositions pour rassurer les investisseurs (ratification de nombreuses conventions multilatérales et bilatérales en matière d'investissements). Ensuite le programme de soutien à la relance économique (PSRE), et le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) ont ouvert des opportunités pour les étrangers dans de nombreux secteurs (télécommunications, agroalimentaire, chimie et pharmacie) (**figure 02**).

Figure 3 : Flux d'IDE entrant en Algérie de 2000 à 2018 (En Millions de dollars)



Source : CNUCED, base de données FDI/TNC (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

La période 2000–2018 a été marquée par une croissance initiale des IDE entrants en Algérie, suivie de fluctuations dues à des facteurs économiques internes et externes. Les réformes législatives et les investissements dans des secteurs stratégiques ont joué un rôle crucial dans l'attraction des IDE.

- **Croissance initiale (2000–2008) :** Les IDE entrants ont connu une croissance significative, passant de 280 millions USD en 2000 à 2,747 milliards USD en 2009, stimulés par la hausse des prix du pétrole et des réformes économiques favorables.
- **Baisse en 2015 :** En 2015, les flux sont devenus négatifs (-538 millions USD), en raison de la chute des prix du pétrole et de la crise économique mondiale.
- **Rebond en 2016 :** Les IDE ont rebondi à 1,638 milliard USD en 2016, soutenus par des investissements dans les secteurs pétroliers et gazier.
- **Stabilité relative (2017–2018) :** Les flux sont restés stables autour de 1,2 milliard USD en 2017 et 1,5 milliard USD en 2018, avec une légère augmentation de 22 % en 2018 par rapport à 2017.(figure 03)

3. Période allant de l'an 2020 à nos jours

Selon les dernières données de la Banque Mondiale (BM) (2021), les flux d'IDE dans le monde sont passés de 12,4 milliards de dollars en 1970 à 681 milliards de dollars à fin 2020, soit une chute de 43 % par rapport à 2019 en raison de la pandémie Covid-19. En termes de stocks ; fin 2020, ils s'élèvent à 41,403 milliards de dollars, dont 28,826 milliards de dollars pour les pays de l'OCDE soit les 2/3 de ce stock, le reste distribué entre les autres pays de monde (CNUCED, 2020).

Les flux d'IDE entrants en Algérie sont marginaux et modestes si on les compare aux IDE réalisés dans les autres pays maghrébins comme l'Egypte Maroc Tunisie et la Libye (voir tableau 05), et ce en dépit du potentiel que recèle notre pays en termes d'abondance en ressources naturelles à faibles coûts, sa position géographique etc.

Tableau N°5 un tableau comparatif des **flux d'IDE entrants** (en milliards USD) pour les pays d'Afrique du Nord (Égypte, Maroc, Tunisie, Algérie, Libye)¹⁰

Année	Egypte	Maroc	Tunisie	Algérie	Libye
2010	6.8	2,8	1.5	1.8	3.0
2011	7.2	3,0	0.9	1.6	0.5
2012	6,5	3.2	0.8	1.5	0.3
2013	4,0	3.1	0.8	1.4	0.2
2014	4,5	2.9	1.0	1.3	0.1
2015	3,8	2.5	1.0	0.8	0.1
2016	3,5	2.2	1.1	0.6	0.1
2017	6,0	2.3	1.0	0.5	0.1
2018	7,5	2.4	0.9	0.5	0.1
2019	8,0	2.0	0.9	0.6	0,1
2020	7,0	1,8	0,8	0,6	0,1
2021	8,5	2,5	0,9	0,6	0,1
2022	9,0	2,8	0,9	0,6	0,1

En tenant compte des contextes économiques, politiques et sociaux de chaque pays¹¹ :

On peut constater qu'en Egypte:

- **2010-2012** : Les IDE étaient relativement élevés (6 milliards USD), soutenus par des réformes économiques et un secteur énergétique attractif.
- **2013-2016** : Les troubles politiques post-révolution de 2011 ont entraîné une baisse des IDE, tombant à 3-4 milliards USD.
- **2017-2022** : Une forte reprise a été observée grâce à des réformes structurelles (ex : flottement de la livre égyptienne) et des mégaprojets (Nouvelle Capitale Administrative, Suez Canal Economic Zone). Les IDE ont atteint **9 milliards USD en 2022**, faisant de l'Égypte le pays le plus attractif de la région.

En Maroc

- **2010-2014** : Les IDE étaient stables (2,5 à 3,5 milliards USD), soutenus par des secteurs comme l'automobile, l'énergie et le tourisme.
- **2015-2019** : Une légère baisse a été enregistrée (environ 2 milliards USD), due à la réduction des investissements dans les secteurs traditionnels.
- **2020-2022** : Une reprise modérée a été observée (2,8 milliards USD en 2022), grâce à des réformes économiques et des investissements dans les énergies renouvelables (ex : projets solaires et éoliens).

En Tunisie

- **2010-2013** : Les IDE ont chuté après la révolution de 2011, passant de 1,5 milliard USD en 2010 à 0,8 milliard USD en 2013, en raison de l'instabilité politique.
- **2014-2019** : Une légère reprise a été notée (environ 1 milliard USD), soutenue par des secteurs comme l'industrie et les services.
- **2020-2022** : Les IDE ont stagné autour de 0,9 milliard USD, affectés par la crise économique, la pandémie de COVID-19 et l'instabilité politique persistante.

En Algérie

- **2010-2014** : Les IDE étaient relativement stables (1,5 à 2 milliards USD), principalement dans le secteur énergétique.
- **2015-2019** : Une baisse significative a été observée (0,5 milliard USD), due à la chute des prix du pétrole et à l'instabilité politique.
- **2020-2022** : Les IDE sont restés faibles (0,6 milliard USD), malgré des efforts pour diversifier l'économie, entravés par un cadre réglementaire rigide et un manque de réformes structurelles.

En Libye

- **2010-2011** : Les IDE ont chuté après la révolution, passant de 3 milliards USD en 2010 à 0,5 milliard USD en 2011.
- **2012-2022** : Les IDE sont restés quasi nuls (0,1 à 0,3 milliard USD), en raison des conflits armés, de l'instabilité politique

¹⁰ Doing Business 2022 classement des économies. In : francais.doingbusiness.org.

¹¹ Doing Business 2022 classement des économies. In : francais.doingbusiness.org

Tableau 06 : Répartition des projets d'investissements étrangers déclarés par secteurs sur la période 2004 – 2022

secteurs d'activité	Nombre de projets	%	Montant en millions da	%	Emplois	%
Industries	558	61,93%	2 050 277	81,37%	81 413	60,95%
Services	136	15,09%	130 980	5,20%	13 842	10,36%
BTPH	142	15,76%	82 593	3,28%	23 928	17,91%
Transport	26	2,89%	18 966	0,75%	2 407	1,80%
Agriculture	13	1,44%	5 768	0,23%	641	0,48%
Sante	6	0,67%	13 572	0,54%	2 196	1,64%
Tourisme	19	2,11%	128 234	5,09%	7 656	5,73%
Télécom	01	0,11%	89 441	3,55%	1 500	1,12%
TOTAL	901	100%	2 519 831	100%	133 583	100%

Source : Agence nationale pour le développement des investissements, 2022.

L'industrie représente le secteur le plus attractif pour les investisseurs étrangers, avec 558 projet une concentration notable dans les domaines suivants :

- Pétrochimie et plasturgie
- Métallurgie et sidérurgie
- Industries agroalimentaires et manufacturières
- Électronique et mécanique
- Énergie et eau

Le secteur des services, englobant des domaines tels que les technologies de l'information, les services financiers et les services professionnels, a également attiré des investissements étrangers, bien que dans une moindre mesure par rapport aux secteurs industriels avec 136 projets.

Ces données illustrent les priorités stratégiques de l'Algérie en matière d'attraction d'investissements étrangers, mettant l'accent sur le renforcement du secteur industriel, le développement des infrastructures et la diversification économique.

Le secteur du BTPH quand à lui a également attiré une proportion significative d'investissements étrangers, notamment pour des projets d'infrastructures et de constructions à grande échelle.

Les investissements dans le secteur du transport et de la logistique ont été notables, avec des projets visant à améliorer les infrastructures de transport et à faciliter la connectivité nationale et internationale.

Bien que représentant une part plus modeste des investissements étrangers, le secteur agricole a attiré l'attention, avec des projets visant à moderniser les techniques agricoles et à développer les capacités de production dans le pays.

Les secteurs du tourisme et de la santé ont enregistré un nombre plus limité de projets d'investissements étrangers, reflétant un intérêt croissant mais encore en développement dans ces domaines.

4. Les avantages IDE pour le pays d'accueil (analyse cas d'Algérie).

Les IDE ont été recherchés par les gouvernements algériens, à la fois sous formes de production de biens et services, mais surtout à leur aptitude de contribuer au dynamisme de l'économie. A cet effet, il nous semble très encourageant d'en apprécier le poids dans l'économie, mais sans prétendre à l'exhaustive compte tenu de la fragmentation de périodes et l'intérêt tardé porté à l'IDE.

4.1. Contribution des IDE à la croissance de produit intérieur brut

Il serait erroné de ne voir dans l'IDE que le seul transfert de capitaux, une contribution à l'épargne intérieure algérienne et le confortement de la balance des paiements ; l'amélioration de la productivité globale de l'économie en est certainement un aspect très important. Pour savoir quelle serait le poids des IDE dans le PIB algérien, le tableau 7 nous montre quelques données portant sur la place de l'IDE dans le PIB national en comparaison avec d'autres pays magrébins, sur toute la période 1990-2022.

Tableau N°7 : comparaison de flux et entrées nettes d'IDE en PIB(en %)

Année	1990	1995	2000	2003-2009	2010	2011	2012
Algérie	00	0.3	0.3	01	1.4	1.3	0.7
Maroc	0.6	0.6	0.6	03	1.4	2.5	03
Tunisie	0.6	1.5	3.5	05	03	0.9	03.4
Année	2013	2014	2015	2016	2020	2021	2022
Algérie	0.8	0.703	-0.324	1.024	0.8	0.5	0
Maroc	3.2	3.202	3.215	2.084	1.2	1.6	1.7
Tunisie	2.3	2.151	2.248	1.489	1.5	1.2	1.4

Source : Elaboré par nos soins d'après les données de la BM(2022)

La part de l'IDE à la croissance demeure marginale et extrêmement faible, en dépit d'une augmentation substantielle connue en 2010(1.4%) et 2011(1.3%), si l'on compare aux autres pays de Maghreb. En moyenne sur la période 2003-2009, elle s'élève à 1% en passant ensuite à 0.8% en 2013, alors que pour la même période, la moyenne pour les pays voisins se situe autour, 2.3% (pour la Tunisie), 3.2%(pour le Maroc). Cette situation s'est empirée en 2014, les IDE à destination de l'Algérie n'ont ainsi représenté que 0,7% de PIB contre 3,2% pour le Maroc, 2,1% pour la Tunisie Ces chiffres ne reflètent que la très faible part que joue l'IDE dans l'économie algérienne.

Globalement, les flux d'IDE entrants en Algérie ont passé de 1,6 % de PIB en 1970 à 2,7 % de PIB en 1974 (au plus fort de la décennie de la planification et des investissements publics), chutant ensuite considérablement à 0,1 % de PIB entre 1979 et 2000, avant de remonter à 2 % de PIB entre 2001-2008. Toutefois, à partir de 2009, de fait les restrictions introduites par la loi de finances complémentaire de juin 2009(loi 49/51 et le droit de préemption de l'Etat), la part des IDE par rapport au PIB a continué à chuter pour atteindre -0,3 % (les flux d'entrée étaient inférieurs aux flux de sortie) avant de remonter à 0,8 % de PIB à fin 2019.

Par ailleurs, si certains secteurs de l'économie sont aujourd'hui dominés par des entreprises créées dans le cadre de l'IDE, force est cependant d'admettre que les IDE reçus par l'Algérie, voire annoncés pour les prochaines années, faute d'attribuer les grands contrats sur la base de la condition du transfert de technologies et de création d'emplois, préféreraient d'avantage les énergies, les mines et les services.

4.2. IDE, transfert de technologies et de savoir faire

Certes, ce volet serait de grande importance à étudier, car même si on suppose que l'IDE a un effet positif sur la croissance, la productivité des entreprises domestiques, ou encore le taux de pauvreté, etc., cet impact n'est pas toujours garanti à cause de faible flux d'IDE entrants, du risque de leur diminution (désinvestissements notamment) ou même de la qualité et de la nature d'investissement. Ainsi, le transfert technologique et de savoir-faire doit être omniprésent pour que les pays hôtes (telle que l'Algérie) puissent tirer profit du maximum des flux d'IDE entrants. Il est important de souligner que le transfert de technologie entre les entreprises étrangères et leurs filiales ne s'opère pas seulement via les machines, les droits de brevet et l'expatriation des gestionnaires et des techniciens, mais également grâce à la formation des employés des filiales. Cette formation touche la plupart des niveaux d'emploi (ouvriers, contremaîtres...) (Blomstrom et Kokko, 1996). Mais force d'admettre que le transfert technologique réalisé par la FMN s'accompagne-t-il souvent, pour reprendre Wang et Blomström (1992), d'un coût de transfert qui décroît avec les fréquences des transferts. Des ressources fixes sont en outre affectées à cette activité de transfert technologique. Quant à la firme domestique, elle supporte un coût d'apprentissage et un investissement fixe, pour acquérir tout ou partie de la technologie nouvelle de production.

Globalement, s'agissant de transfert technologique, il est difficile de mesurer l'impact de l'IDE sur un domaine aussi qualitatif. Néanmoins, il paraît que l'accroissement des IDE dans des secteurs hautement technologiques, comme l'électronique ou les télécommunications, auraient un impact positif en termes de signature d'accords pour les transferts de technologies entre les entreprises algériennes et les entreprises multinationales¹². Dans le cas des grands groupes industriels nationaux privés et autres PME/PMI sont devenus des sous-traitants des grandes FMN, apprenant les contraintes des délais et coûts, où l'on pourrait assister à un recyclage relativement significatif des employés, une amélioration dans la gestion et les techniques de travail et l'organisation de système productif.

Cependant, il importe de souligner, pour ne se limiter qu'aux aspects positifs d'IDE, qu'autant de possibilités dans le transfert des technologies et compétences, dans le cadre notamment des plans de relance (2001-2014), sont loupées, dans le bâtiment, le projet d'Autoroute Est-Ouest, attribués à des investisseurs étrangers (chinois, turques et japonais) bien spécialisés en la matière, privant ainsi les entreprises nationales à la fois d'opportunités d'apprentissages et Surtout d'acquérir un savoir- faire, exportables et exporté. Les IDE, comme semblent en témoigner tant d'exemples sont le plus souvent moins enclins à partager leurs connaissances et savoir-faire technologique et scientifique, notamment dans le domaine pétrolier où il bénéficie le plus souvent d'un climat d'investissement spécifique, conjugué en sus à la faible capacité d'absorption en Algérie, l'existence de coûts de transaction très élevés, etc.

4.3. Effets des IDE sur l'investissement global : financement ou endettement ?

La contribution des IDE à la FBCF¹³ en Algérie, demeurait modeste et très faible, en comparaison aux autres pays de Maghreb, sur toute la période (1991-1997), en étant de 0.5% en moyenne contre de 6.3% au Maroc, 10.3% en Tunisie et fort en Egypte avec 83%. Mais, à partir de 2001, ce taux commence à augmenter d'une façon significative, parallèlement, au lancement de plan de relance en 2001, où l'accent a été mis sur la nécessité de favoriser le développement des IDE (le tableau 08) :

Tableau N° 08 : contribution de l'IDE au FBCF et à l'investissement national

	2018	2017	2016	2014	2013	2012	2011	2010	2005	2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	91/96
Algérie	2.08	1.78	2.37	2.1	2.5	2.2	4.1	3.9	4.5	4.5	4	8.1	8.6	3.8	4.3	4	2.4	0.5
Maroc	10.9	11.5	10	10.9	10.5	9.8	9	15	22.5	7.5	22.5	4.8	37.2	5.3	16.5	5.3	17.2	6.3
Tunisie	14	11.8	10.9	11.3	11.7	16.4	7.3	13.9	12.6	9.9	10	15	9.3	15.2	7	13.6	7.8	10.3

Source: Guesmia, op.cit, p.170, BM 2020 Fourati, 2018, p.6

Les IDE ne sont pas encore une source de financement des investissements en Algérie. L'IDE n'y contribue que pour moins 5% à l'investissement total, qui ne l'est pas cependant le cas au Maroc et la Tunisie. L'aisance financière qu'a connue l'Algérie, à partir de 2000, n'en saurait être qu'une autre cause où les pouvoirs publics, ont adopté des plans de développement et de croissance très coûteux dont la source principale de financement, est l'épuisement dans l'argent public. Pourtant, l'importance et l'apport d'IDE, dans le cadre notamment des trois plans de relance (2001-2014), au dynamisme de l'investissement national et le système

¹² Sigle de formation brut de capital fixe est un indicateur mesurant la somme des investissements matériels, réalisés en année.

¹³ Schneider Electric(2001), HENKEL-ENAD Algérie (2004, Contrat de gestion du service d'Eau et d'Assainissement de la ville d'Alger entre Suez Environnement et SEAL(2005). BENACHENHOU. A(2006) et CUNCED (2004).

productif et bancaire qui, même si minime, restait incontestable. Ainsi, les scores réalisés en 2001(8.6) et 2006(8.5), même si étaient modestes, restent cependant encourageant, pas en termes d'apport en capital mais en termes de qualité.

Par ailleurs, l'attraction des autres pays maghrébins pour l'IDE est non négligeable qui, le plus souvent, leur a permis de recourir de moins en moins à l'endettement en tant que source de financement, et la réduction de poids de dette qui s'en suit. Le remboursement, par la Tunisie, d'une manière anticipée de sa dette en est en effet plus édifiant.

4.4. IDE et la création de l'emploi

En Algérie, en dépit des derniers progrès, le taux de chômage est aujourd'hui resté plutôt élevé, touchant de plus en plus la population active (9.8% en 2012, 11.15% en 2015 et 14% en 2018 et 2020, ONS)¹⁴. Dans ce cas, partant d'expériences des autres PED, il importe de penser que les IDE ont véritablement un rôle à jouer dans la création d'emplois en Algérie, que soit qualifié ou non. Et même de permettre de réduire le chômage endémique y sévissant, depuis longtemps. Même s'il est admis que les entreprises étrangères aient générées un nombre important d'emplois en Algérie, cependant cela reste peu significatif. En effet, le développement observé depuis 2000, dans la téléphonie mérite d'être mentionné : résultats de réformes engagées dans le secteur de la poste et des télécommunications, qui s'est notamment traduit par d'importants investissements et la création de nombreux par les nouveaux opérateurs (AT, OTA et WTA). Dans la pneumatique, le groupe Michelin, en 2002, il a créé plus de 230 emplois (500 emplois à MT). Aussi, sur les 31 projets inscrits durant le premier semestre de 2013, 7 385 emplois ont été créés.

En 2014, 350 emplois créent dans l'industrie Automobile (Renault-Snvi) Selon les données de l'ANDI(2014), entre 2003-2013, sur une période de dix ans, 100 000 emplois ont été créés en Algérie grâce aux IDE. Dans cette dernière décennie, il y a eu plusieurs annonces de création d'emplois avec des partenaires étrangers mais demeurant sans concrétisation¹⁵ vu la situation politique de cette période (mouvement populaire de 19 février 2019, insécurité et risque politique etc.). Pourtant, une évaluation des effets des IDE dans les pays de MENA (l'Algérie en particulier) entre 2003 et 2012, en termes d'emploi créés, il a été constaté un impact très limité.

¹⁴ Office Nationale Des Statistique « ONS » WWW.ONS.DZ

La raison en serait souvent le type des secteurs investis (hydrocarbures et mines et l'immobilier). Or, ces derniers sont peu créateurs d'emploi et ont un effet de report limité sur le reste de l'économie. En sus, ce qui est inquiétant c'est le nombre très frileux des PME qui sont le plus souvent moins important. Or, ce sont elles qui créent le plus d'emplois à court terme compte tenu de la nature des secteurs dans lesquels elles investissent (mécanique, consulting)

4.5. Effets d'IDE sur l'augmentation des exportations et la diversification de la production

Pour analyser l'impact des IDE sur les exportations (hors énergie notamment), il nous paraît très utile citant l'exemple de Maroc et de Tunisie comme un mode d'intégration croissante par les produits manufacturiers (assemblage, habillement, électronique et mécanique), où la contribution des IDE n'est en effet pas négligeable qui, à juste titre au Maroc, 74% des exportations sont réalisés par des entreprises ayant des partenaires étrangers. Dans cette optique, il faut distinguer deux stratégies poursuivies par les IDE : la *stratégie de conquête de marché* et celle *d'externalisation*. Les IDE obéissant à cette dernière sont plus efficaces et efficaces que ceux obéissant à la première, car pour pouvoir réussir sur le marché étranger, il faut en accepter les avantages et les contraintes.

Mais, en Algérie, les IDE ayant privilégié la première stratégie (toutes les partenariats sont orientées vers le marché locale), et ce, même si que certains ont souhaité exporter, comme le groupe Michelin et Henkel¹⁶ alors que d'autres grandes entreprises étrangères (consommatrices d'énergies et de capitaux), à l'exemple du groupe Arcelor métal, entre autres, certaines grandes entreprises algériennes (en partenariat notamment), comme le groupe Cevital dans l'agroalimentaire et l'électroménager (Samsung-Samha, Condor), et autant d'autres exemples (dans les fertilisants, Fertial, Sorfert à Arzew (Urée et Ammoniac), et autant d'autres engagements, pourraient accroître le volume et la diversité de nos exportations de demain.

Il faut rappeler qu'en termes de diversification de ces exportations, l'Algérie avait longtemps mu un panier concentré de biens (entre la fin de 1960 et le début de 1970, les exportations nationales hors hydrocarbures représentent environ 40% du total des exportations alors qu'aujourd'hui, ils n'en présentaient qu'à peine les 2%). Selon le rapport de FMI plus de 50% des IDE reçus sont orientés au secteur de l'énergie suggérant une contribution limitée à la

¹⁶ CNUCED 2004, p.25

Diversification des exportations. Une chose est sûre, ce déclin serait le seul résultat de l'échec des politiques menées et des réformes post indépendance dans l'agriculture et le manque de progrès dans les réformes structurelles.¹⁷

D'autres effets des IDE entrants sur l'économie nationale et non des moindres méritent par ailleurs mentionné¹⁸: l'impact sur le fonctionnement des marchés en termes de disponibilité, de qualité et prix des produits et services (cas de la concurrence dans la téléphonie mobiles, le marché de ciment et le secteur bancaire par l'amélioration de taux de bancarisation et la maîtrise de la marge bancaire) et le renforcement de la transparence (la présence en Algérie des sociétés appartenant à des groupes internationaux dont les comptes sont surveillés internationalement est un plus pour la bonne gouvernance d'entreprises, en sus la présence des banques étrangers et cabinets d'audit et de conseil en Algérie est un facteur non négligeable de transparence).

En définitive, pour terminer notre analyse, nous constatons que l'effet des IDE sur l'économie algérienne est insignifiant et peu perceptible. Ceci peut être expliqué par l'existence de plusieurs facteurs obstacles, qui seraient liés le plus souvent : au cadre général de fonctionnement de l'économie (lié au climat des affaires en matière notamment d'accès au foncier, le financement et la bureaucratie), au cadre institutionnel et la gouvernance publique centrale et locale ainsi qu'aux objectifs et stratégies de croissance internationale de l'investisseur étranger. Bref, au poids croissant des hydrocarbures dans l'économie, qui sert comme d'analyse unique de l'économie nationale (98% des exportations et 30% de PIB). Celui-ci constitue à même un facteur répulsif des IDE productifs à forte valeur ajoutée et créateur de richesses. Force est cependant de soutenir que notre pays puisse se voir libérée du joug de modèle d'intégration par les seules matières premières, et renforcer sa croissance à long terme, améliorer sa productivité, obtenir une économie diversifiée et réduire sa vulnérabilité aux chocs extérieurs, et ce tout en s'appuyant de façon significative sur la présence des IDE, certaines conditions nous apparaissent comme autant de prérequis, doivent être réunies : construire l'attractivité de site Algérie en le rendant plus attractif aux investisseurs étrangers, développer une politique de l'offre par une série de mesures

¹⁷ FMI 2014

¹⁸ Mais il convient de souligner, pour ne se limiter qu'à ses effets positifs, directs ou indirects, que l'IDE a aussi d'autres effets négatifs (directs ou indirects), qu'on qualifie souvent si l'on utilise le jargon économique d'« externalités négatives », à savoir : ses effets environnementaux (pollution,) et sociaux (exploitation de la main d'œuvre locale..), etc.

Favorables à l'investisseur (étranger et national), adopter une politique d'innovation qui pourrait constituer le pilier qui aide à la diversification de l'économie algérienne et enfin développer une politique de diversification des exportations industrielles (hors hydrocarbures), et ce, tout en constituant une panoplie de mesures incitatives.

5. Les institutions chargées de la promotion des investissements

L'attractivité et la politique de promotion des IDE est devenue impératif pour les pays en voie de développement, l'Algérie depuis la libéralisation de l'économie a entrepris des politiques promotionnelles afin d'attirer l'investisseur étranger. Cette dernière se fait à travers : le Ministère De l'industrie et de la production pharmaceutique.

Dans le but de la promotion et le suivi des investissements étrangers, plusieurs institutions ont été créées qui sont :

- L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement « AAPI » ex « ANDI »
- Fonds National D'investissement « FNI »
- Le conseil national de l'investissement « CNI »
- L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière « ANIREF »
- Le guichet unique.

5.1. L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement AAPI

Ex L'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) placée sous la tutelle du Premier ministre, en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel (JO) n° 60. Est un établissement public à caractère administratif, dotée de la personnalité morale et l'autonomie financière. Elle a pour compétence de soutenir et accompagner les investisseurs nationaux et étrangers dans la réalisation de leurs projets d'investissement.

Son rôle :

- Assurer la gestion de la plate-forme numérique de l'investisseur ;
- Enregistrer et traiter les dossiers d'investissement ;
- Accompagner l'investisseur dans l'accomplissement des formalités liées à son investissement ;
- Suivre l'état d'avancement des projets d'investissement ;

- ✚ Entreprendre toute action avec les organismes publics et privés en Algérie et à l'étranger, pour promouvoir l'investissement en Algérie ;
- ✚ Élaborer et de proposer un plan de promotion de l'investissement aux niveaux national et local ;
- ✚ Assurer un service de mise en relations d'affaires et de facilitation des contacts entre investisseurs et promouvoir les opportunités d'affaires et de partenariat ;
- ✚ Entretenir et de développer des relations de coopération avec des organismes étrangers similaires.¹⁹

5.2. Fond National D'investissement « FNI »

Dès sa création en 1963, l'Institution, a eu pour mission fondamentale de concourir au financement des investissements productifs, et à la mise en œuvre des différents plans et programmes d'investissement, en vue de la réalisation des objectifs de développement économique du pays. Au fil des années, le Fonds National d'investissement « FNI » (Ex Caisse Algérienne de Développement « CAD », Ex Banque Algérienne de Développement « BAD ») a fait évoluer son mode d'intervention , afin de s'adapter aux enjeux de développement de l'économie nationale. L'Institution a connu, plusieurs étapes du développement liées aux différentes phases du développement économique national.

En 2011, la dénomination de l'Institution change et devient Fonds National d'Investissement « FNI ». C'est ainsi que le FNI accompagne d'une part les projets de toute nature décidés par l'État dans le cadre de la mise en œuvre du plan de consolidation et de la croissance économique 2010-2014.²⁰

5.3. L'agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière L'ANIREF

A été créée en avril 2007 pour booster l'investissement. C'est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) placé sous la tutelle du ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements.

Cette agence a pour mission de gérer, de promouvoir le marché foncier destiné à l'investissement et d'informer les investisseurs potentiels. Le portefeuille foncier de l'ANIREF est constitué par les actifs excédentaires des entreprises

¹⁹ <https://aapi.dz/>

²⁰ <https://www.fni.dz/notre-histoire>

publiques économiques EPE et les terrains non attribués ou non utilisés situés dans les zones industriels

5.4. Le conseil national des investissements CNI

C'est l'une des créations majeures de l'ordonnance de 2001, Le CNI est un conseil présidé par le premier Ministre et composé de différents ministres. Ce conseil est chargé de proposer la stratégie de l'Etat en matière d'investissement, de veiller à sa cohérence globale et d'en évaluer la mise en œuvre.

Le Conseil a pour rôle : ²¹

- propose la stratégie et les priorités pour le développement de l'investissement ;
- étudie et approuve le programme national de promotion de l'investissement qui lui est soumis et fixe les objectifs en matière de développement de l'investissement ;
- propose l'adaptation aux évolutions constatées des mesures incitatives pour l'investissement ;
- étudie toute proposition d'institution de nouveaux avantages, ainsi que toute modification des avantages existants ;
- examine et approuve la liste des activités et des biens exclus des avantages ainsi que leur modification et leur mise à jour ;
- étudie et approuve les critères d'identification des projets présentant un intérêt pour l'économie nationale ;
- évalue les crédits nécessaires à la couverture du programme national de promotion de l'investissement ;
- arrête la nomenclature des dépenses susceptibles d'être imputées au fonds dédié à l'appui et à la promotion de l'investissement ;
- propose au Gouvernement toutes décisions et mesures nécessaires à la mise en œuvre du dispositif de soutien et d'encouragement de l'investissement ;
- suscite et encourage la création et le développement d'institutions et d'instruments financiers adaptés au financement de l'investissement ;

5.5. Le guichet unique

Il est l'interlocuteur unique chargé des missions d'accompagnement dans l'accomplissement

²¹ Décret exécutif n° 2006-355 du 16 Ramadhan 1427 correspondant au 9 octobre 2006 relatif aux attributions, à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil national de l'investissement, p. 11

de toutes les démarches nécessaires à la concrétisation des grands projets d'investissement et des investissements étrangers²².

Il traite :

- Les investissements structurants : qualifiés comme tels sur la base de critères définis par la réglementation en vigueur
- Les investissements étrangers : investissements dont le capital est détenu en totalité ou en partie par des personnes physiques ou morales étrangères
- Les grands projets d'investissement, soit les investissements dont le montant est égal ou supérieur à deux milliards de dinars (2.000.000.000 da)

III. Les facteurs déterminants et les obstacles des IDE en Algérie

Dans ce qui suit, nous allons présenter les déterminants et les obstacles rencontrés par les investisseurs algériens.

1. Les facteurs déterminants de l'IDE en Algérie

L'Algérie dispose de plusieurs atouts pour attirer les investisseurs étrangers dont les principaux sont les suivants. :

1.1. Disponibilité des ressources naturelles et politique proactive de mise en valeur

La disponibilité des ressources naturelles représente un atout majeur pour l'économie nationale qui devrait pouvoir jouer un rôle géostratégique dans la région. En effet l'Algérie est un gros exportateur d'hydrocarbures (pétrole et gaz), où elle occupe la 15^{ème} place en matière de réserves mondiales pétrolières (45 milliards de tonnes en équivalent pétrole pour les réserves prouvées en pétrole), la 12^{ème} place en matière d'exportation et la 18^{ème} en production. Ses capacités de raffinage peuvent atteindre 22 millions de tonnes/an, En 2004, la production pétrolière était de 1,9 million de barils par jour. Concernant le gaz, l'Algérie occupe la 7^{ème} place dans le monde en matière de ressources prouvées, la 5^{ème} en production et la 3^{ème} en exportation. Véritable géant énergétique, l'Algérie, dispose de 50% de réserves, de 48% de la production totale et d'un impressionnant taux de 94% des exportations de gaz naturel, n'a pas de rivale dans la méditerranée, ou elle est classée premier producteur et exportateur de pétrole et de gaz naturel.²³

²² www.aapi.dz

²³ <http://www.andi.dz>

L'Algérie est le 3^{ème} fournisseur de l'union européenne en gaz naturel et son quatrième fournisseur énergétique total. Outre ces deux richesses, l'Algérie cache dans son sous-sol d'immenses gisements de phosphate, de fer, de zinc, d'or, d'uranium, de tungstène, de kaolin, de silicium, etc.

De plus, l'Algérie a une position géostratégique permettant une proximité avec les marchés européen, africain et arabe en plus des 7 marchés frontaliers (Tunisie-Mali-Maroc- Libye-Niger-Sahara occidentale-Mauritanie).

1.2. La taille de marché algérien

La taille du marché est l'un des déterminants les plus importants de l'IDE, elle est généralement mesurée par le PIB par habitant. Plusieurs études ont montré que l'augmentation du PIB est associée à une augmentation des entrées d'IDE dans le pays d'accueil. Selon le FMI, le PIB par habitant est passé de 3 354 dollars en 2020 à 4 342 de dollars en 2022²⁴. L'augmentation des revenus est un signe d'une augmentation de la taille du marché et le pouvoir d'achat, ainsi l'Algérie dispose d'un revenu par habitant très important, ce qui laisse dire que la taille de son marché est très importante.

1.3. Les ressources humaines et la flexibilité du marché du travail

La population de l'Algérie avoisine les 46 216 463 millions d'habitants en 2024 ce qui représente un

réservoir de ressource humaine important, composé de 75 % de la population en âge de formation. De plus, l'éducation et la formation sont gratuites.

L'Algérie assure aujourd'hui l'accès à l'école à environ 98 % des enfants ayant atteint l'âge d'aller à l'école et maintient un taux de scolarisation supérieur à 85 % des enfants âgés de 6 à 14 ans. Ainsi, on a chaque année :

- 6 805 235 inscrits au collège ;
- 464 000 inscrits en formation professionnelle ;
- 40 % comme taux annuel moyen de réussite au baccalauréat ;
- 190 000 (en moyenne) diplômés de la formation professionnelle issus de 658 établissements.
- plus de 1,3 million d'étudiants
- + 120 000 diplômés universitaires en moyenne annuellement ;
- Le réseau d'enseignement supérieur s'étend sur 36 villes regroupant 62 instituts

²⁴ La banque mondiale

universitaires, dont 17 universités multidisciplinaires qui accueillent plus de 1,3 million d'étudiants dont 54% sont de sexe féminin ²⁵

En matière de ressources humaines, l'Algérie dispose d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché, ce qui peut faire d'elle un pays compétitif, même si cette main-d'œuvre n'est pas toujours conforme aux besoins du marché du travail. Le pays s'est doté, dès les années 90, d'une législation qui a été structurée autour des lois adoptées en 1990 et en 1994, permettant d'introduire une plus grande flexibilité dans le fonctionnement du marché du travail. Les changements introduits peuvent être appréhendés à plusieurs niveaux :

- Un affaiblissement de la protection de l'emploi avec une plus grande flexibilité des conditions de licenciement et du temps de travail (contrats à durée déterminée ou travail à temps partiel).
- L'institution des conventions collectives à l'échelle de l'entreprise ou de la branche avec un désengagement de l'Etat des négociations salariales hormis pour ce qui est du SMIG.

1.4. Développement des infrastructures de base

L'Etat algérien a inscrit le développement des infrastructures comme option stratégique durant les années 2000, pour la reconstruction de son image, l'Algérie a lancé plusieurs chantiers visant à établir une infrastructure de base favorable à l'attraction des IDE.

En effet 112 039 km de route ont été réalisés dont 29573 km de route nationale, 31 aéroports ouverts au transport aérien dont 14 maritimes, 11 ports de commerce, 41 ports de pêche et un seul port de plaisance, 13 aéroports internationaux ont été achevés.²⁶ La volonté du gouvernement s'est traduite dans le plan de soutien à la relance économique (PSRE 2001-2004), le secteur des travaux publics a bénéficié de programmes assez conséquents en matière de réalisation d'infrastructures, cet intérêt a été renouvelé pour les périodes (2005-2009) et (2010-2014). Des crédits importants lui sont consacrés dans le cadre du PCSC (programme complémentaire de soutien à la croissance) et aussi pour le programme d'investissement et d'équipements 2010-2014 avec une enveloppe globale dotée de 250 milliards de dollars.

Par ailleurs, le plan complémentaire de soutien à la croissance 2010-2014 prévoyait :

²⁵ ANDI

²⁶ Guide d'investissement en Algérie, 2022

- ✚ 5 à 10 milliard de dollars pour la restructuration et la modernisation industrielle ainsi que l'aide à la mise à niveau de 2000 PME ;
- ✚ 20 à 30 milliards de dollars pour les transports (renforcements de la flotte avis Algérie, achèvements des lignes de métro, tramways pour Alger et les grandes villes, électrification du rail ; Les secteurs de l'énergie, de l'habitat, de l'agriculture et pêche, de la recherche, enseignement et la santé, bénéficient dans le cadre de ce programme 2010-2014 de larges crédits d'investissements ;
- ✚ 30 à 50 milliards de dollars pour les travaux publics (achèvement d'autoroute Est-Ouest, Modernisation des aéroports, nouveaux ports de pêche.

La plus part de ces projets ont vu le jour, surtout l'autoroute Est-Ouest qui a été d'une aide précieuse aux transporteurs routiers terrestre et a permis une réduction de temps de trajet de l'acheminement des marchandises à destination.

2. Les obstacles à l'investissement en Algérie

Les obstacles sont les suivants :

2.1. Ralentissement dans la mise en place du programme de privatisation

En effet, en raison d'un long héritage d'une économie centralisée et planifiée, et où le secteur public assumait un rôle important dans l'économie, certains segments de l'économie demeurent toujours sous le contrôle de l'État et le rythme du programme de privatisation s'est ralenti. Le secteur financier est l'exemple le plus révélateur puisque plus de 90 % du marché est toujours sous le contrôle des banques publiques. Cette omniprésence pourrait donc constituer un véritable frein pour la pénétration de tout nouvel opérateur privé local et étranger.

2.2. Difficultés d'accès au foncier industriel

L'accès au foncier (obtention de permis de construire) est l'un des plus importants obstacles à la création et au développement d'un secteur privé national et étranger dynamique en Algérie. En effet l'accès au foncier industriel est difficile en raison de la rareté ou de l'indisponibilité de terrains, du coût de ces derniers . De plus, la multitude d'acteurs dans le domaine du foncier est une entrave majeure à l'investissement.

L'une des raisons essentielles à la faiblesse des flux d'investissements reste le foncier. Il constitue un obstacle majeur à l'investissement, qu'il soit algérien ou étranger. Beaucoup de retard a été mis pour présenter un portefeuille de foncier industriel suffisant mais aussi

l'impossibilité aux étrangers d'acquérir des biens contrairement au pays voisins (Maroc, Tunisie). Le choix s'est porté sur la concession au lieu de vendre à des prix abordables de terrains avec des garde-fous pour empêcher la spéculation et le problème des délais et faciliter l'accès au foncier aux entreprises.

Tableau 10 : Obtention de permis de construction

	Doing Business 2020	Doing Business 2021	Doing Business 2022	Doing Business 2023
Procédures (nombres)	22	22	22	17
Délai (jours)	240	240	240	204
Coût (% de la valeur de la construction)	–	–	–	0.7

Source : Réalisé par nous-mêmes d'après le programme MEDA II p.153, et le rapport Doing Business 2023, (www.doingbusiness.org)

2.3. Retards dans les infrastructures

De nombreux retards sont constatés dans la réalisation des infrastructures, malgré des progrès réalisés, il a été constaté que la chaîne portuaire qui traite la quasi-totalité des marchandises importées en Algérie souffre de graves dysfonctionnements.

En effet, la coordination entre les différents acteurs, notamment les autorités portuaires, les transitaires, les douaniers, les importateurs et les armateurs, est inefficace. Et par conséquent, il en résulte une multiplication des retards préjudiciables à la bonne circulation des marchandises²⁹.

Ces retards dans les infrastructures, notamment dans les ports, mais aussi, dans les aéroports internationaux et les chemins de fer, ainsi que dans la distribution de l'électricité et du gaz et l'accès aux télécommunications, constituent pour les investisseurs étrangers des freins à l'investissement étranger et les dissuadent dans leur démarche d'investissement et s'orientent vers d'autres pays qui sont, eux, dotés d'infrastructures adéquats et développés pour leurs activités.

²⁷ Guide investir en Algérie 2022.

²⁸ Doing Business 2022

²⁹ CNUCED, « Examen de la politique de l'investissement en Algérie », op cité, p.69

Conclusion

La crise qu'a connue l'Algérie dans les années 1980 a mis en évidence les rigidités et les faiblesses du modèle d'industrialisation adopté le lendemain de l'indépendance. Elle a conduit les pouvoirs publics à admettre officiellement la nécessité impérieuse d'engager des réformes globales et structurelles de l'économie nationale, dont le retrait de l'état de l'activité économique et la promotion, le développement du capital privé national et étranger et l'ouverture et la libéralisation de l'économie.

Mais les mesures prise dans le cadre de la LFC 2009 sont venues remettre en cause complètement le choix d'ouverture économique. En effet, les mesures prise dans le cadre de la LFC 2009 ont surpris beaucoup de monde, et beaucoup d'acteurs internes et externes par leur radicalité, et ce en introduisant de fortes restrictions à la fois aux importations, a l'investissement étranger et au crédit à la consommation. Au monde ou les investisseurs internationaux et leurs pays d'origine dénoncent certaines discriminations au commerce et à l'investissement, les autorités algériennes revendiquent le droit à l'exercice de choix souverain dans un contexte de crise internationale.

En conclusion, nous avons remarqué que les investissements étrangers peuvent être attirés par l'Algérie de plusieurs manières et notamment par les ressources que possède le pays, la fiscalité à revoir à la baisse .d'autre part, la nécessité d'une mise en place de différents guichets uniques pour la facilitation de l'implantation des investisseurs, le système bancaire à revoir de fond en comble, la mise à la disponibilité des assiettes foncières pour justement réaliser des projets sans oublier bien sur les prêts bancaires pour la création d'entreprises. et pour finir la dévaluation du dinar est un lourd fardeau et qu'il faut l'adapter à toutes les situations.

CHAPITRE 3 : LES DETERMINANTS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE : UNE ANALYSE EMPIRIQUE

Introduction

L'investissement direct à l'étranger (IDE) est un phénomène économique qui joue un rôle important dans la mondialisation des économies. Il désigne l'acte par lequel une entreprise établie dans un pays investit des capitaux dans une entreprise étrangère, lui conférant ainsi un certain degré de contrôle ou d'influence sur ses activités. Comprendre les déterminants et les effets de l'IDE est essentiel pour les décideurs politiques, les économistes et les entreprises elles-mêmes.

L'objectif de chapitre est d'identifier les facteurs déterminants des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie. Notre étude a été menée sur la base d'une étude économétrique afin d'identifier les principaux déterminants des investissements directs étrangers en Algérie sur lesquels agissent les pays d'accueil lors de la mise en place de leurs politiques d'attractivité durant la période comprise entre 1990 et 2022. Nous structurons ce chapitre comme suit : la première section sera consacrée à la présentation de la revue de la littérature empirique sur les déterminants des investissements directs étrangers. La deuxième section présentera les données utilisées, leurs sources et leurs caractéristiques. La troisième section sera consacrée à l'estimation des déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie.

I. Revue de la littérature sur les déterminants de l'investissement direct étranger

L'analyse des déterminants des investissements directs étrangers dans les pays en développement a fait l'objet de nombreux travaux. Beaucoup d'auteurs s'y sont consacrés et ont contribué à cette littérature, nous pouvons citer (Morisset 2000, Asiedu 2002, Stein. E and Daude. C 2001, Jossph Djaowe 2009, Fayyaz Hussain et Kabibi Kimul 2012...etc). Un certain nombre de facteurs suggérés dans la littérature théorique et empirique constituent des déterminants d'IDE autant pour les pays développés que pour les pays en développement.

En utilisant un modèle empirique sur des données de panel des flux d'IDE sur 22 pays africains pour la période 1984-2000, pour examiner les principaux déterminants de l'investissement direct étranger (Asiedu 2002)¹, ont pris comme variables explicatives : la

¹ ASIEDU.E « Foreign direct investment in Africa: The role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability », United Nations University (UNU),2005.

Chapitre 3 : Les déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie : Une analyse empirique

Dotation en ressources naturelles, l'instabilité macro-économique, le cadre réglementaire des IDE, l'efficacité des systèmes juridiques et l'instabilité politique sur les flux d'IDE. Les résultats de cette étude montrent que les variables dotation des ressources naturelles, une bonne infrastructure et un cadre juridique favorisant sont les principaux déterminants de l'investissement direct étranger. Il a également constaté que les restrictions macroéconomiques, l'instabilité politique découragent les flux d'investissement directs étrangers.

De même (Bevan Alan & Estrin, 2004)², ont analysé les déterminants de l'inflation dans les économies en transition de l'Europe centrale et orientale en utilisant des données de 1994 à 1998, et une spécification ARDL. Ils ont contrôlé l'impact du risque économique et politique dans le pays d'accueil, et l'influence de l'UE (Union Européenne) sur les entrées d'IDE à partir de 18 marchés établis dans 11 économies en transition au cours de la période de 1994 à 1998. Les résultats empiriques ont montré une relation stable à long terme entre l'investissement et les coûts de la main d'œuvre et la taille du marché.

KHOURI (2008) a identifié les facteurs explicatifs des investissements directs étrangers, pour la période 1995-2005 sur un échantillon de 81 pays d'accueil en développement, Il a utilisé le modèle panel. L'auteur conclut que les variables : le capital humain, la stabilité politique, la liberté économique, le degré d'ouverture économique, les dotations en infrastructures, la disponibilité des ressources naturelles, la productivité du facteur travail et le PIB par tête sont les principaux déterminants de l'IDE³.

Dupuch, Milan et Campos NF (2001) et KInosluta (2004)⁴ ont étudié les facteurs qui déterminent les investissements directs étrangers qui sont : le niveau du PIB, le degré d'ouverture, le degré d'évaluation, les investissements domestiques, le commerce intérieur, la taille du marché, et la concurrence des prix et qui ont déduits que ces derniers sont des facteurs pour attirer les IDE dans un pays.

² BEVAN A, A., & ESTRIN, S. The determinants of foreign direct Investment into European Transition Economies. *Journal of Comparative Economies* (32), (2004). pp. 775-787.

³ KHOURI N. « Les déterminants de l'investissement direct étranger dans les pays d'accueil en développement », Cahiers du CREAD n°8384, 2008, pages 69-90.

⁴DUPUCH, S., & MILAN, C. « Les déterminants des investissements directs européens dans les pays d'Europe Centrale et Orientale ». *Revue d'analyse économique*, 2005,81 (3), pp. 521-534

Chapitre 3 : Les déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie : Une analyse empirique

Plus récemment, (Dieumerici & Sumata, 2020), ont examiné les déterminants de l'investissement direct étranger en République Démocratique du Congo. Les auteurs ont conclu que l'investissement direct étranger est déterminé par la qualité des institutions, l'ouverture économique, l'investissement domestique et l'instabilité macroéconomique

En Algérie Peu d'études ont étudié la relation entre l'attractivité et les IDE en Algérie il existe cependant :

(Midouni et Zairi, 2015)⁵ qui ont montré que le risque politique n'a pas d'effets significatifs sur l'attractivité. En revanche, les facteurs économiques et financiers jouent un rôle important. Les deux auteurs, dans un autre article, (Midouni et Zairi, 2014) ont testé la relation entre le risque politique et les IDE en Algérie. Leur étude a révélé l'existence d'une relation négative entre le risque politique et les flux d'IDE et une relation positive entre le risque financier et les IDE. Pour les mêmes auteurs, (Midouni et Zairi, 2014) aboutissant aux mêmes résultats sur la primauté du risque financier sur le risque politique concernant les flux des IDE entrants en Algérie.

(Boualem F, 2008)⁶ a analysé les déterminants institutionnels elle a conclu qu'il y'a une relation positive entre l'IDE et la qualité de la bureaucratie. De même pour La stabilité du gouvernement le degré de démocratie avec un signe positif entre cette variable et l'IDE. Contrairement à la corruption qu'elle a estimé comme un facteur démotivant pour les IDE en Algérie.

II. Méthodologie et données

Durant ces dernières années, l'économétrie des séries temporelles a connu des développements importants tant du point de vue des tests de racine unitaire que des tests de Cointégration. Pesaran, Shin et Smith ont développé une nouvelle technique pour tester l'existence d'une relation de long terme entre des variables caractérisées par un ordre d'intégration différent⁷.

⁵ MIDOUNI et ZAIRI la problématique des IDE en Algérie : paradoxes d'une économie attractive faiblement attrayante, Les Cahiers du Cread, vol. 33 -2017

⁶ BOUALAM.F Les Institutions et Attractivité des IDE, Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée », Université de Montpellier I Sciences Economiques 2008

⁷ BOURBONNAIS R., «Économétrie: Cours et exercices corrigés, édition Dunod, 9ème édition, Paris,2015. p 260.

Il s'agit de test des limites «bounds test» pour une relation de long terme dans un modèle autorégressif à retards échelonnés ARDL (Auto Regressive Distributive Lags⁸). Dans notre cas, nous choisissons le modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag Model) ou bien (modèle autorégressif à retards échelonnés) c'est un modèle développé par Pesaran (1997), Pesaran and Smith (1998), Pesaran et al. (2001). Notre choix se justifie par les avantages que représente ce dernier par rapport aux autres modèles déjà cités, d'abord, il nous donne la possibilité d'estimer simultanément les paramètres à court et à long terme des variables testées, de plus, et à l'opposé des autres modèles, l'approche ARDL n'exige pas que les séries soient intégrées dans le même ordre, c'est-à-dire cette approche permet d'estimer des variables avec un niveau d'intégration différents ($I(0)$ & $I(1)$)⁹. Ainsi, dans le cas des petits échantillons, Cette approche est plus efficace et donne des résultats plus significatifs pour déterminer la relation de cointégration. Aussi, nous avons adopté cette approche pour l'analyse des principaux déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie.

2. Données de l'étude

L'ensemble des séries chronologiques de cette étude sont des données annuelles pour la période 1990-2022. Afin de garantir une certaine fiabilité et une homogénéité entre les variables, la plupart des données statistiques provenant de la Banque Mondiale et de la CNUCED. Le choix des variables est fait sur la base de la revue de littérature, en se référant aux principales études empiriques qui traitent la question des déterminants des investissements directs étrangers (IDE). Les variables choisies sont présentées comme suit :

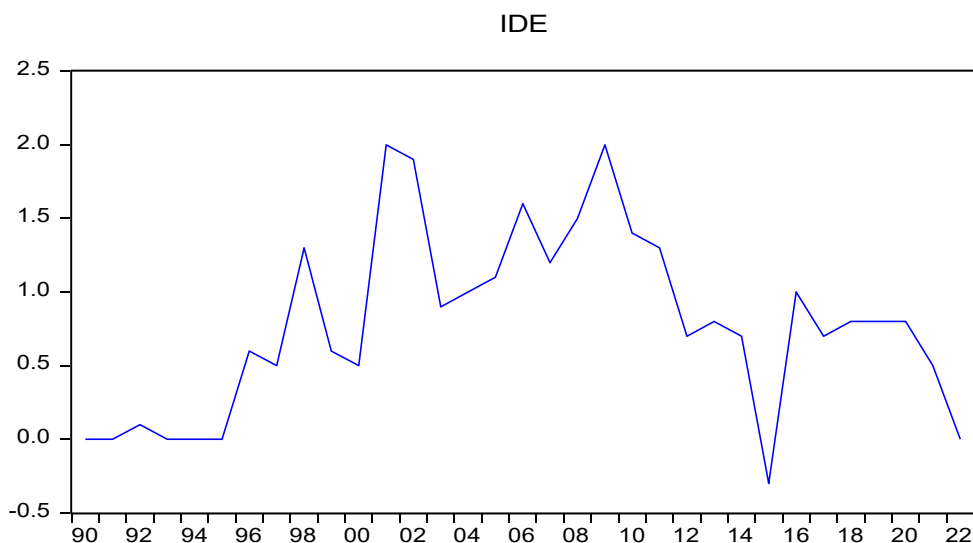
2.1. La variable à expliquer

Nous retenons la variable à expliquer : IDE% PIB: l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB.

⁸ FARJALLAH N., ABDELHAMID M., « Effet de l'instabilité des institutions politiques sur la croissance économique en Tunisie : une approche par le modèle ARDL », *International Journal of Economics & Strategic Management of Business Process (ESMB)*, 2017.Vol.8, Issue 2, pp. 148-157.

⁹ BOURBONNAIS R. , « Économétrie: Cours et exercices corrigés, édition Dunod, 9ème édition, Paris, 2015 ,p 260.

Figure 03 : L'investissement direct étranger en pourcentage du PIB



Source : Etabli par nos soins à partir d'EvIEWS 9

Depuis l'ouverture de l'économie algérienne aux IDE, le taux d'investissement direct étranger en pourcentage du PIB était de l'ordre de 0 jusqu'en 1996 où on constate un début d'augmentation de 0.6. A partir de 2003 et suite à l'embellie financière qui a caractérisé l'économie algérienne suite à l'augmentation des prix du pétrole, ce taux a commencé à connaître une augmentation significative pour atteindre 2% en 2009. La contribution des IDE (en pourcentage) du PIB est restée très faible, Après la loi de finance complémentaire le taux d'IDE en pourcentage de PIB a commencé à baisser de façon considérable atteignant les -0.3 en 2015.

2.2. Les variables explicatives

Les variables ont été sélectionnées sur la base de la revue de la littérature présentée précédemment ; il s'agit de :

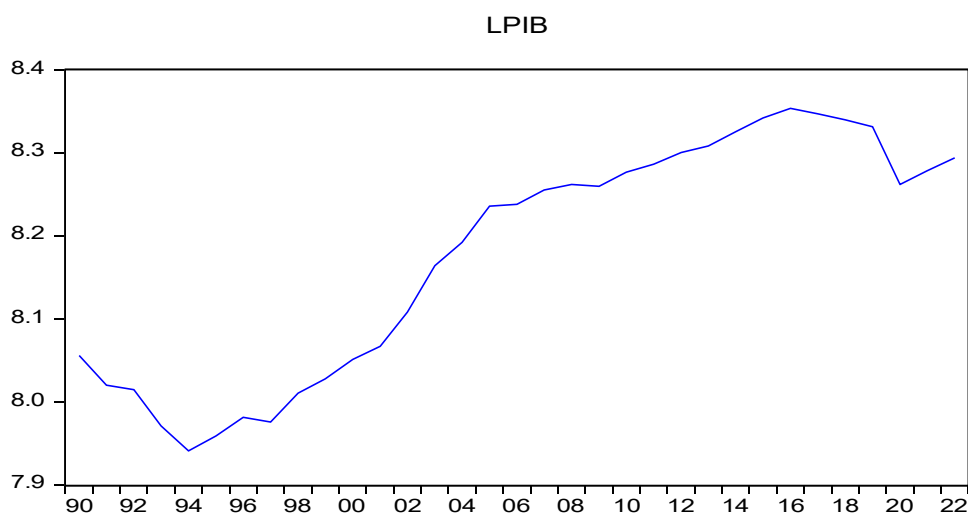
- Le PIB par habitant : PIB/HAB
- L'inflation : INF
- Le degré d'ouverture de l'économie : OUV
- Le taux de change réel effectif (TCRE)
- Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur (TSES)

Les variables choisies sont présentées comme suit :

2.2.1. Le PIB par habitant (PIBHAB)

Le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur très utilisé qui mesure la richesse créée dans un pays donné et pour une année donnée. Il est défini comme la valeur totale de la production des biens et services, pour les agents résidents à l'intérieur du territoire national. La prise en compte de cette variable permettra d'appréhender l'importance des investissements directs étrangers dans notre pays. La variable PIB est utilisée pour tester l'influence probablement positive de la taille du marché des pays et le dynamisme du pays d'accueil ont sur le volume de l'investissement direct qu'ils reçoivent.

Figure 04 : Evolution du PIB par habitant



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

À partir de la figure ci-dessus, on peut remarquer que le PIB/HAB a connu une certaine augmentation allant de 1994 à 2022. Cette hausse peut être expliquée par la bonne reprise de la demande globale par le biais de l'investissement et consommation suite au plan de la relance économique. Il voit une nouvelle baisse en 2020 pour atteindre 2874 USD en 2020 due aux répercussions de la crise financière et à la baisse des recettes pétrolières qui ont affecté la baisse de la valeur des exportations des pays exportateurs de pétrole.

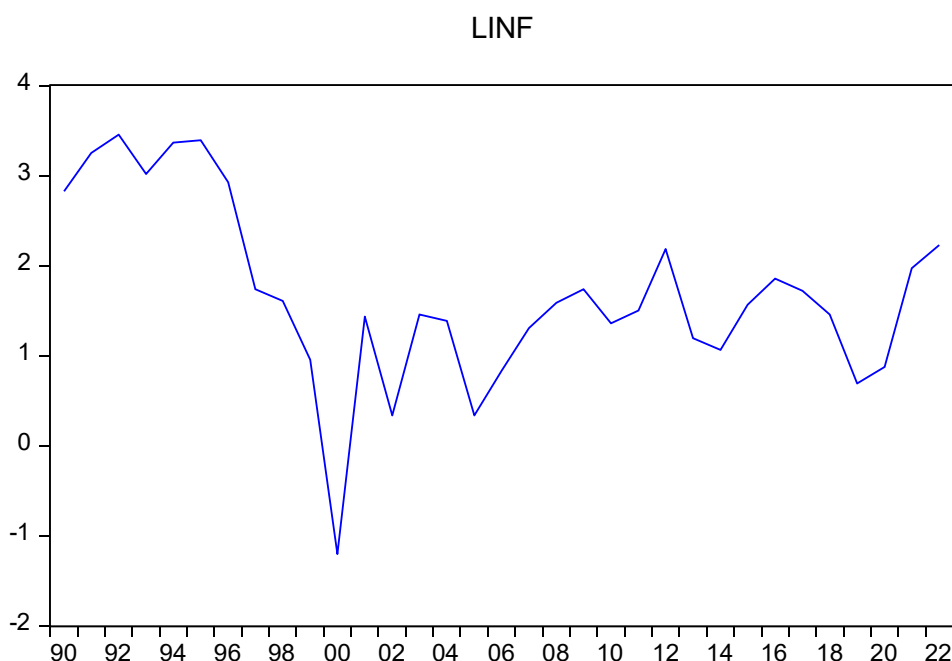
Malgré la situation économique qui se caractérise essentiellement par une baisse des réserves de change et le recul de la croissance dans le secteur hydrocarbures durant la période 2010-2020, le taux de croissance a enregistré des fluctuations tout en restant positif qui s'explique par la reprise de l'activité économique des secteurs, à savoir la construction et les services marchands et de l'agriculture qui ont réalisé une croissance positive. Entre outre en 2020 le

taux de croissance s'est contracté dû à la pandémie Covid 19 qui a fortement impacté l'économie algérienne par une paralysée de certaines entreprises économiques et sociales.

2.2.2. Le taux d'inflation (INFT) :

Le taux d'inflation un indicateur de stabilité macroéconomique il correspond au pourcentage de hausse/baisse des prix des biens et services sur une période donnée.

Figure 05 : Evolution de l'inflation en Algérie



Source : Etabli par nos soins à partir d'EvIEWS 9

Nous remarquons une forte inflation durant la période (1990-1996) avec un record de 31.7 % en 1992 qui est due à l'instabilité politique et l'insécurité qui a marqué cette époque et tout ce qui a engendré comme effets néfastes sur l'économie algérienne à cette époque. A partir de 2000, on remarque une baisse atteignant 0.3%. La pandémie de 2020 a marqué le début d'un « Ouragan inflationniste » dans un contexte de volatilité économique extrême et d'instabilité géopolitique sans précédent depuis des décennies.

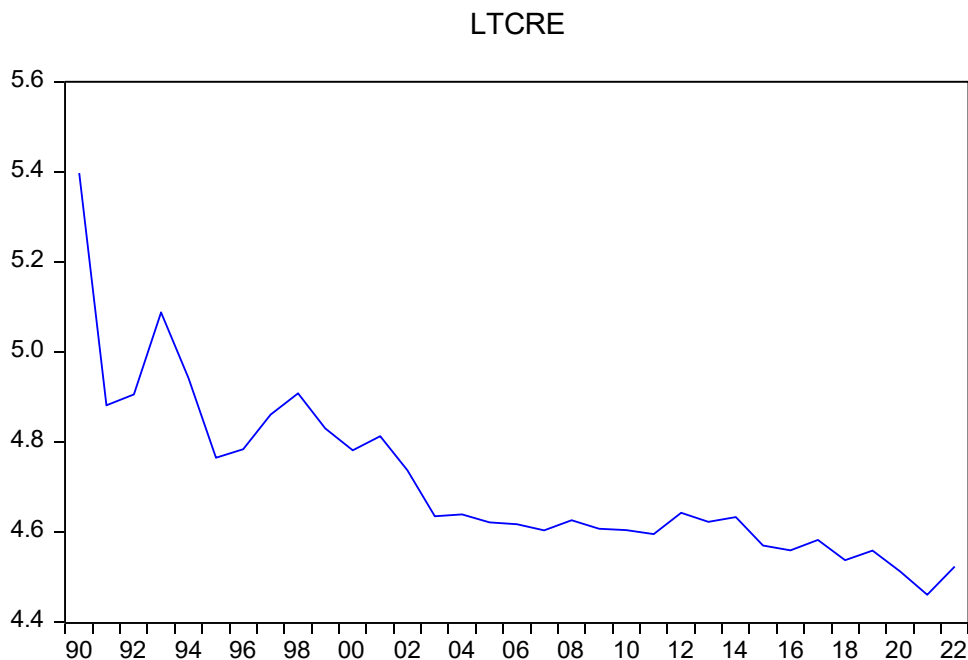
En 2019 et 2020 les taux d'inflation indiquent successivement une baisse de 2% et 2,4%, qui s'expliquent par une chute combinée de la demande et de l'offre. Donc une inflation pure et simple sans croissance réelle peut stimuler l'investissement local ou étranger. L'inflation demeure persistante et a fortement augmenté en 2022 (9.3%) en raison de la hausse des prix

de l'énergie et des denrées alimentaires, des perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement et des pressions sur les marchés du travail.

2.2.3. Le taux de change réel effectif :

Le taux de change réel effectif est une mesure sommaire de l'évolution du taux de change d'un pays vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. Cet indicateur permet une vaste interprétation de la compétitivité des prix d'un pays. Cette compétitivité est à son tour un

Figure 06 : Le taux de change réel effectif



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

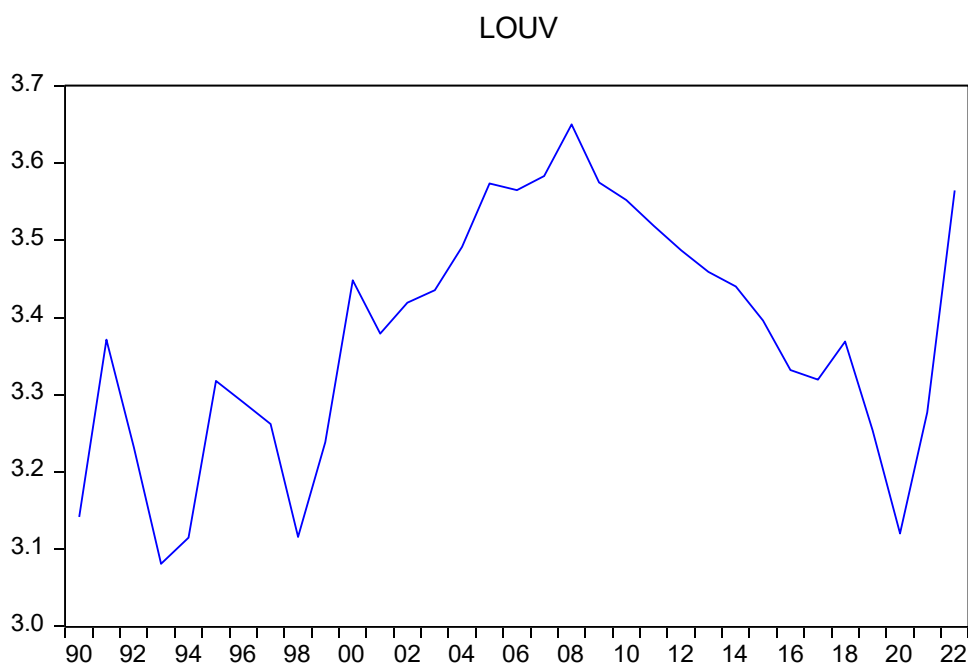
A la lecture de cette figure on constate que l'évolution de la série taux de change est marquée par une forte tendance à la baisse durant la période (1990-1996). Durant les années (1996-2016) est caractérisée par une stabilité du taux de change, voire une légère appréciation pour connaître une baisse de nouveau vers la période (2020-2022) où on constate une chute de la monnaie nationale algérienne. Cette dépréciation continue est due principalement à la crise économique et financière que connaît le pays depuis la pandémie de coronavirus et la chute des prix du pétrole. En effet les autorités algériennes ont adopté un régime de flottement dirigé depuis 1995. Cela a permis d'une part de déterminer

le taux de change dans le cadre d'un marché interbancaire et d'autre part maintenir la stabilité du taux de change réel effectif. En effet cette adoption de ce régime a contribué à limitation des fluctuations du taux de change, et à conserver l'autonomie de la politique monétaire. Au-delà Les autorités algériennes cherchaient à travers cette politique une stabilisation du taux de change réel du dinar à son niveau d'équilibre, dans le but de réduire l'écart entre le taux de change officiel et le taux de change informel. En plus créer un climat favorable à l'investissement local ou étranger.

2.2.4. Ouverture commerciale

Le degré d'ouverture de l'économie reflète le degré d'exposition ou de participation du pays d'accueil dans le commerce international et peut être aussi un facteur parmi d'autres qui est largement utilisé dans la littérature économique.

Figure 07 : Le degré d'ouverture commerciale



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

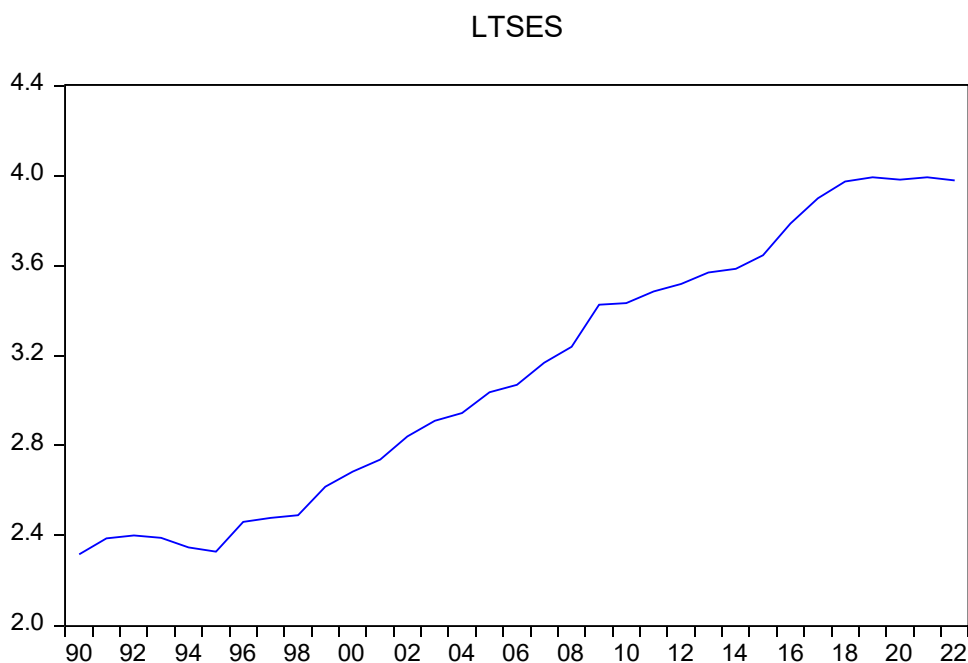
L'analyse du graphe nous permet de constater que le taux d'ouverture commerciale varie entre 23.14 % et 38.5 % durant la période 1990 à 2022, les objectifs non atteints par le gouvernement qui ont pour cause le protectionnisme durant la période d'avant 1994, le processus de transition d'un système centralisé à une économie de marché a imposé au gouvernement algérien l'engagement d'une politique de libéralisation des échanges

commerciaux. En transitant vers une ouverture obligée sous la contrainte de la mondialisation et à la recherche d'une maîtrise de l'ouverture. Le taux d'ouverture de l'économie algérienne est lié et caractérisé essentiellement par les hydrocarbures. Cette dernière baisse à chaque fois que le prix du pétrole diminue.

2.2.5. Taux de scolarisation enseignement supérieur

Le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur est le nombre total des inscriptions dans l'enseignement supérieur sans distinction d'âge, exprimé en pourcentage de la population officiellement scolarisable au même niveau pour une année scolaire donnée.

Figure 08 : Taux de scolarisation enseignement supérieur



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

Ces taux de scolarisation se sont beaucoup améliorés et en continuelle progression. Passant de 10.14% en 1990 à 53.4% en 2022. Cela peut s'expliquer par la pertinence des politiques éducatives adoptées par l'Algérie, après l'indépendance. Au niveau national, l'élévation du taux de scolarisation peut s'expliquer par l'application des politiques éducatives adoptées par l'Algérie se basant sur la démocratisation de l'éducation, après l'indépendance. Le slogan « l'école pour tous » était généralisée partout dans le pays, sans distinction de statut social. L'analyse de la courbe montre que depuis 1990 le taux de scolarisation au secondaire en Algérie connaît une évolution rapide et considérable

III. Présentation des résultats

Dans cette section, nous allons présenter les différents résultats de notre étude empirique.

1. Les tests de la racine unitaire

On peut distinguer entre trois principaux tests de la racine unitaire : Dickey-Fuller (1979, 1981) et Phillips-Perron (1988) et KPSS¹⁰. Nous avons choisi d'utiliser le test ADF¹¹.

Tableau 11 : Test de racine unitaire

	En niveau		Première différence		Ordre d'intégration
	T-Statistique	Plus-value	T-Statistique	Plus-value	
IDE%PIB	-2.551274	0.3034	-5.671347	0.0001	I(1)
LPIB/HAB	-1.203656	0.8928	-3.571586	0.0008	I(1)
LINF	-2.578415	0.2918	-7.818422	0.0000	I(1)
LTCRE	-7.013709	0.0000	-	-	I(0)
LOUV	-1.364880	0.8507	-5.495003	0.0000	I(1)
LTSES	-2.161765	0.4936	-4.293313	0.0098	I(1)

Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

D'après les résultats du tableau 11, les résultats ont montré que toutes les variables sont stationnaires de l'ordre I(1) sauf la série taux de change réel effectif, elle est d'ordre I(0). Ainsi aucune série n'est intégrée d'ordre deux, généralement noté I (2) ou plus, ce qui est important pour l'application de l'ARDL. Voir les résultats de la stationnarité dans l'annexe 01.

2. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

Nous avons signalé que le test de cointégration aux bornes de pesaran et al. (2001) était adapté pour nos séries. Aussi, rappelons qu'il y a deux étapes à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :

- ✚ Déterminer le décalage optimal avant tout (AIC, SIC) ;
- ✚ Recourir au test de Fisher pour tester la cointégration entre séries.

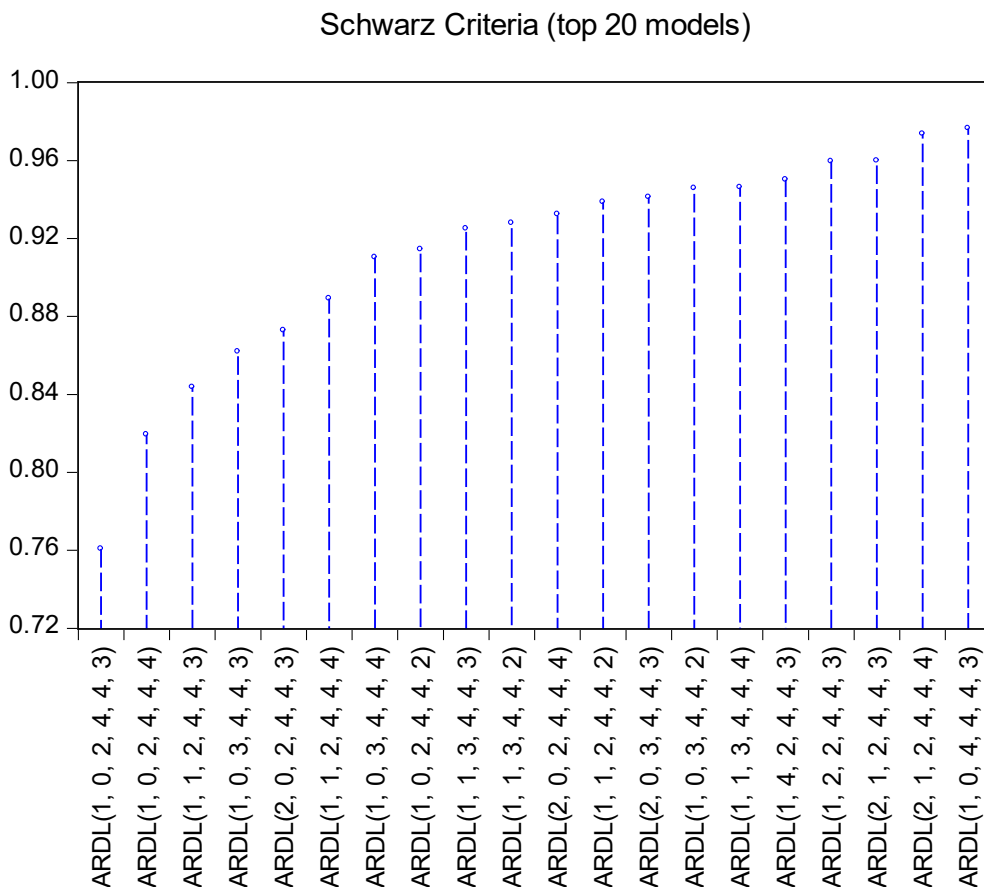
¹⁰ BOURBONNAIS R., « Econométrie : Cours et exercices corrigés », Dunod, 9^{ème} édition, 2015.

¹¹ Idem

a) Décalage optimal et estimation du modèle ARDL :

Nous allons nous servir du critère d'information de Schwarz (SIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres. Ci-dessous les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu :

Figure N° 09 : **Critère Schwarz ((1, 0, 2, 4, 4, 3))**



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

Les vingt meilleurs modèles, selon le critère d'information (AIC), sont le modèle ARDL (1, 0, 2, 4, 4, 3) considéré comme le modèle optimal, correspond à la plus petite valeur de SIC. Les résultats sont consignés dans la figure ci-dessous :

b) Estimation du modèle

Dans ce qui suit, nous allons estimer le modèle ARDL

Tableau 12: Estimation du modèle ARDL ((1, 0, 2, 4, 4, 3))

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
IDE(-1)	-0.109830	0.154404	-0.711317	0.4949
LINF	-0.077577	0.092774	-0.836200	0.4247
LOUV	1.826178	0.727323	2.510822	0.0333
LOUV(-1)	1.988492	0.983545	2.021760	0.0739
LOUV(-2)	4.137753	1.063345	3.891260	0.0037
LPIB	-18.60371	3.367671	-5.524208	0.0004
LPIB(-1)	0.645400	3.933065	0.164096	0.8733
LPIB(-2)	3.715740	4.024748	0.923223	0.3800
LPIB(-3)	14.88530	5.503885	2.704508	0.0242
LPIB(-4)	-20.23620	3.442657	-5.878075	0.0002
LTCRE	19.46435	7.794068	2.497329	0.0340
LTCRE(-1)	-40.72810	10.54753	-3.861388	0.0038
LTCRE(-2)	42.84951	9.761744	4.389535	0.0017
LTCRE(-3)	-17.41958	6.599174	-2.639660	0.0269
LTCRE(-4)	18.56765	4.479758	4.144789	0.0025
LTSER	8.838197	1.220825	7.239528	0.0000
LTSER(-1)	-7.028289	1.698047	-4.139042	0.0025
LTSER(-2)	4.829483	1.527801	3.161069	0.0115
LTSER(-3)	-1.816200	1.088050	-1.669225	0.1294
C	83.61256	27.33273	3.059064	0.0136
R-squared	0.963123	Mean dependent var		0.908276
Adjusted R-squared	0.885273	S.D. dependent var		0.587392
S.E. of regression	0.198958	Akaike info criterion		-0.182207
Sum squared resid	0.356258	Schwarz criterion		0.760755
Log likelihood	22.64201	Hannan-Quinn criter.		0.113117
F-statistic	12.37142	Durbin-Watson stat		2.982555
Prob(F-statistic)	0.000273			

Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

Le tableau 12 montre que tous les coefficients du modèle ARDL sont fortement significatifs.

3. Test de cointégration de « Bounds test »

Suivant la procédure automatique sur Eviews 9, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) exige que le modèle ARDL soit estimé au préalable. La statistique du test calculée, soit la valeur F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques (qui forment des bornes) comme suit¹² :

Si Fisher est supérieure à la borne supérieure : cointégration existe.

Si Fisher est inférieure à la borne inférieure : cointégration n'existe pas

¹² KIBALAKUMA J., « Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels ». Licence. Congo-Kinshasa. 2018., p

Chapitre 3 : Les déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie : Une analyse empirique

Si borne inférieure est inférieure à Fischer et inférieure à la borne supérieure : Pas de conclusion

Tableau 13: ARDL Bound Test

ARDL Bounds Test		
Date: 01/22/25 Time: 18:32		
Sample: 1994 2022		
Included observations: 29		
Null Hypothesis: No long-run relationships exist		
Test Statistic	Value	k
F-statistic	14.51257	5
Critical Value Bounds		
Significance	10 Bound	11 Bound
10%	2.26	3.35
5%	2.62	3.79
2.5%	2.96	4.18
1%	3.41	4.68

Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

Les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries sous , en effet F statistique est de 14.51 ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme entre l'IDE et ses déterminants.

4. Étude de la relation de court et de long terme

Dans ce qui suit nous allons présenter la relation de long et de court terme.

4.1. Étude de la relation de long terme

La relation de long terme est présentée dans le tableau 14 :

Tableau 14 : La relation à long terme

Variables	Coefficients	Std.Error	T-Statistic	Prob
LINF	-0.069900	0.083187	-0.840283	0.4225
LOUV	7.165442	0.999569	7.168534	0.0001
LPIB	-17.654478	2.946105	-5.992481	0.0002
LTCRE	20.484072	10.011623	2.046029	0.0711
LTSEN	4.345883	0.917568	4.736305	0.0011
C	75.338174	20.968880	3.592856	0.0058

Cointeq = IDE - (-0.0699*LINF + 7.1654*LOUV - 17.6545*LPIB + 20.4841 *LTCRE + 4.3459*LTSEN + 75.3382)

Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

Chapitre 3 : Les déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie : Une analyse empirique

Comme on peut le lire sur le tableau 15, le coefficient d'ajustement ou force de rappel est statistiquement significatif, il est négatif et est compris entre zéro et un en valeur absolue, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre variables. Aussi, l'on note ce qui suit :

Une augmentation de 1% du degré d'ouverture entraîne une augmentation de 7.16% de l'investissement direct étranger. Ce résultat est conforme aux études antérieures réalisées par Wilhelms (1998) Dupuch. Milan ,Campos NF (2001), Asiedu (2003), KInosluta (2004).. etc.

Une augmentation du taux de change réel effectif de 1% entraîne une augmentation de 20.48 % de l'IDE. Ce résultat est conforme aux prédictions empiriques de (Dieumerici & Sumata, 2020)

Une augmentation de 1% du taux de scolarisation entraîne une augmentation de 4.34% de l'investissement direct étranger. Ce résultat est en accord avec les résultats des études empiriques réalisées par (Bevan Alan & Estrin, 2004).

Une augmentation de 1% du PIB induit à une diminution de l'investissement direct étranger de 17.65 %. Ce qui est en désaccord avec la revue de la littérature.

4.2. La relation d court terme

La relation de court terme est présentée dans le tableau 15

Tableau 15 : La relation à court terme

Variables	Coefficients	Std.Error	T-Statistic	Prob
D(LINF)	-0.077577	0.092774	-0.836200	0.4247
D(LOUV)	1.826178	0.727323	2.510822	0.0333
D(LOUV(-1))	-4.137753	1.063345	-3.891260	0.0037
D(LPIB)	-18.603712	3.367671	-5.524208	0.0004
D(LPIB(-1))	-3.715740	4.024748	-0.923223	0.3800
D(LPIB(-2))	-14.885303	5.503885	-2.704508	0.0242
D(LPIB(-3))	20.236199	3.442657	5.878075	0.0002
D(LTCRE)	19.464349	7.794068	2.497329	0.0340
D(LTCRE(-1))	-42.849514	9.761744	-4.389535	0.0017
D(LTCRE(-2))	17.419578	6.599174	2.639660	0.0269
D(LTCRE(-3))	-18.567654	4.479758	-4.144789	0.0025
D(LTSEN)	8.838197	1.220825	7.239528	0.0000
D(LTSEN(-1))	-4.829483	1.527801	-3.161069	0.0115
D(LTSEN(-2))	1.816200	1.088050	1.669225	0.1294
CointEq(-1)	-1.109830	0.154404	-7.187849	0.0001

Source : Etabli par nos soins à partir d'EvIEWS 9

Le terme CointEq (-1) correspond au résidu retardé issu de l'équation d'équilibre de long terme. Son coefficient estimé est négatif et largement significatif, confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme à correction d'erreur. pour notre modèle ARDL est estimé de -1,109

Les résultats de court terme montrent que le taux de scolarité d'enseignement supérieur a un impact positif sur l'investissement direct étranger elle est ainsi représentative. En ce qui concerne le PIB/HAB il influence négativement l'investissement direct étranger comme à court terme qu'à long terme. En effet, une augmentation du PIB engendre une diminution des investissements directe étranger

En revanche, les variables taux d'inflation et taux de change ainsi que l'ouverture commerciale, ne semblent pas avoir un effet de court terme sur les investissements directs étrangers.

5. Le test de robustesse

Pour vérifier la validité de notre modèle, et de la pertinence des variables utilisées, nous allons procéder à des tests de robustesse qui sont :

Test d'autocorrélation

- Test de normalité des résidus
- Test d'hétéroscédasticité.

5.1. Test d'autocorrélation

Les résultats du test d'autocorrélation des erreurs conduisent à accepter l'hypothèse nulle de non autocorrélation du terme d'erreur puisque la p-value associée est supérieure à 5%.

Tableau 16: Résultats du test d'autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	40.22098	Prob. F(8,1)	0.1214
Obs*R-squared	28.91015	Prob. Chi-Square(8)	0.0003

Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

5.2. Test d'hétéroscédasticité

Les tests d'hétéroscédasticité impliquent les deux hypothèses suivantes :

- H0 (hypothèse nulle) : homoscedasticité
- H1 (hypothèse alternative) : hétéroscédasticité

Par conséquent, si la p-value associée à un test d'hétéroscédasticité se trouve en-dessous d'un certain seuil (exemple : 0.05), on pourra dire que les données s'écartent significativement de l'homoscédasticité.

Tableau 17 : Résultats du test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey			
F-statistic	0.828264	Prob. F(19,9)	0.6537
Obs*R-squared	18.44901	Prob. Chi-Square(19)	0.4927
Scaled explained SS	1.560996	Prob. Chi-Square(19)	1.0000

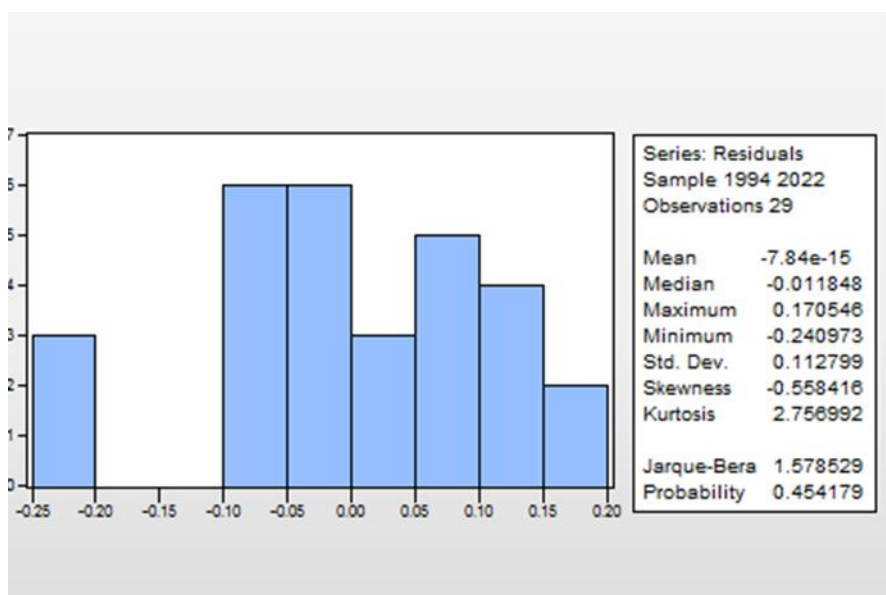
Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

Les résultats du test d'hétéroscédasticité présentés dans le tableau, conduisent à accepter, au seuil de 5%, l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des résidus car la p-value associée au test est de 0.5017 est de supérieure à 0.05.

5.3. Test de normalité des résidus

Les résultats de ce test indiquent que la p-value associée à la statistique de Jarque-Bera est supérieure à 0.05, ce qui nous permet de valider l'hypothèse nulle de normalité des résidus.

Figure 10 : Résultats du test de normalité

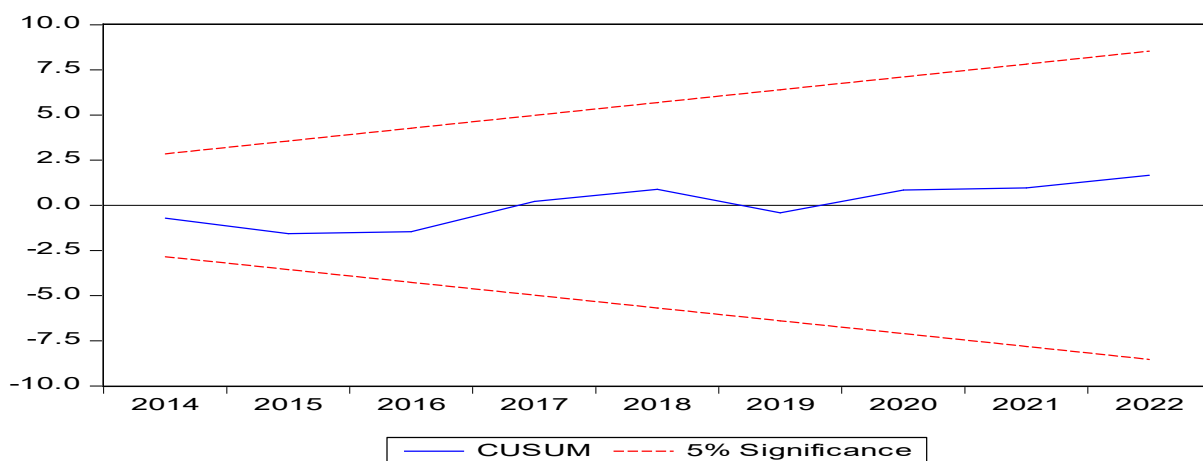


Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

6. Le test de stabilité :

Les deux tests du diagnostic de notre modèle et les plus importants, ces deux tests sont: le test de stabilité CUSUM et CUSUMSQ. Les tests CUSUM& CUSUMSQ ils sont réalisés afin de tester l'hypothèse de stabilité des relations de long terme estimées entre l'investissement direct étranger (IDE) et ses déterminants. Ces deux tests sont appliqués sur les résidus de l'équation de notre modèle. Concernant le test CUSUM, il est représenté par une courbe de la somme cumulée des résidus avec un seuil de significativité de 5% et sous l'hypothèse nulle: la stabilité des paramètres du modèle si la courbe se situe dans la zone critique entre les deux droites représentant les bornes de l'intervalle, et sont instables si la courbe se situe hors de la zone critique entre les deux droites comme hypothèse alternative. Concernant le Test CUSUMQ qui est fondé sur la somme du carré des résidus, la même procédure de CUSUM est appliquée pour le réaliser.

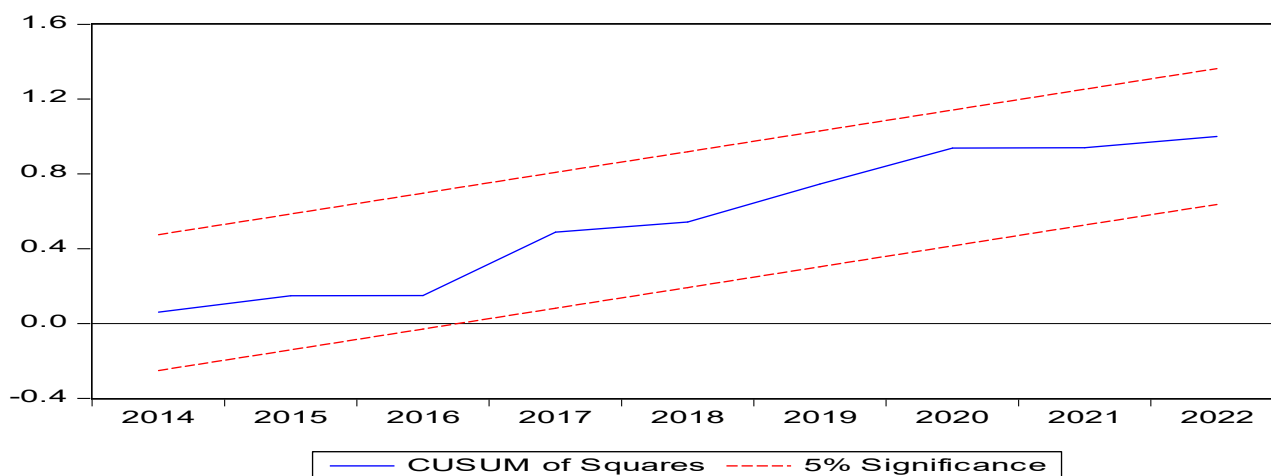
Figure 11 : Courbe de la somme cumulée des résidus



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

La figure N° 11 présente les résultats du test et montre que tous les paramètres du modèle sont stables au fil du temps, car les résidus récursifs restent, en tout temps, à l'intérieur de l'intervalle de confiance au seuil de 5%.

Figure 12 : Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu(CUSUMQ)



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

La figure 12 montre aussi la représentation de la somme cumulée du carré des résidus. Il apparaît que cette somme cumulée est totalement stable comme la statistique se situe à l'intérieur des lignes critiques notamment.

Chapitre 3 : Les déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie : Une analyse empirique

Conclusion

L'objectif principal de ce travail était d'étudier les principaux déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie. Dans le cadre de l'analyse économétrique, nous utilisons le modèle ARDL afin de déterminer simultanément la dynamique de long terme et les ajustements de court terme. Les données utilisées sont de périodicité annuelle mensuelle couvrant la période 1990-2022. Les résultats auxquels nous sommes parvenues montrent que le degré d'ouverture économique, le taux de change réel effectif, le taux de scolarisation sont les déterminants de l'investissement direct étranger en Algérie. En revanche, l'inflation n'est pas un déterminant de l'IDE à long terme.

Conclusion générale

Depuis la fin des années 1980, l'investissement direct étranger prend de plus en plus d'ampleur, devenant, de nos jours, l'un des grands enjeux de concurrence et de rivalité entre les pays. De plus, il est considéré comme une source stable de financement et surtout un vecteur important pour le transfert des technologies, des capacités d'innovation et des pratiques d'organisation et de gestion.

La littérature théorique et empirique sur les IDE montre une diversité des facteurs déterminants des IDE. Ces facteurs sont recensés d'un double point de vue : celui du pays hôte et celui de l'investissement étranger. En effet, ces facteurs dépendent d'une part de la motivation des investisseurs par de la motivation des investisseurs et d'autre part de l'attractivité du pays hôte.

Ce travail minutieux est consacré à l'étude des déterminants des investissements étrangers directs en Algérie. A cet effet, des questionnements ont été suscités et auxquels nous avons tenté d'apporter des éclairages nets tout au long de ce mémoire. Ces questionnements tournent autour de déterminants qui influencent plus ou moins l'attractivité des IDE, tout en focalisant sur le cas de l'Algérie.

Dans la première partie de notre travail, nous avons mis en lumière les concepts et les caractéristiques de l'IDE, dans un premier chapitre nous avons analysé les différentes explications des IDE, ses formes et son évolution dans le monde ainsi que les fondements théorique des IDE.

Au cours du deuxième chapitre, nous avons porté notre attention sur les investissements directs étrangers en Algérie. Nous avons retracé leur évolution, le cadre réglementaire et la politique de promotion en Algérie. Enfin, nous avons souligné les principaux atouts et les obstacles qui les entravent.

Dans le troisième chapitre on a mené une étude empirique pour la période 1990-2022 afin de déterminer les principaux facteurs déterminants des IDE en Algérie en utilisant l'approche ARDL.

Les résultats de notre étude indiquent que les déterminants des afflux d'IDE en Algérie, à long terme pour la période 1990-2022 sont : le degré d'ouverture, et le taux de scolarisation. En revanche, l'inflation N'a pas d'impact significatif sur l'investissement direct étranger à long terme. Contrairement à toute attente le PIB influence négativement l'IDE.

Annexe 01

IDE La variable IDE : Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)

Null Hypothesis: IDE has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.551274	0.3034
Test critical values: 1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(IDE)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 14:23
Sample (adjusted): 1991 2022
Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.390723	0.153148	-2.551274	0.0163
C	0.350196	0.198884	1.760801	0.0888
@TREND("1990")	-0.001481	0.010012	-0.147952	0.8834
R-squared	0.201356	Mean dependent var		0.002188
Adjusted R-squared	0.146277	S.D. dependent var		0.543446
S.E. of regression	0.502129	Akaike info criterion		1.549139
Sum squared resid	7.311861	Schwarz criterion		1.686552
Log likelihood	-21.78622	Hannan-Quinn criter.		1.594687
F-statistic	3.655778	Durbin-Watson stat		2.158945
Prob(F-statistic)	0.038381			

$T_b = |-0.147952| < TADF = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative.
On passe à l'estimation du modèle 02

Null Hypothesis: IDE has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.745059	0.0777
Test critical values: 1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(IDE)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 14:24
Sample (adjusted): 1991 2022

Annexe 01

Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.397049	0.144641	-2.745059	0.0101
C	0.330994	0.148222	2.233093	0.0332
R-squared	0.200753	Mean dependent var		0.002188
Adjusted R-squared	0.174112	S.D. dependent var		0.543446
S.E. of regression	0.493875	Akaike info criterion		1.487394
Sum squared resid	7.317380	Schwarz criterion		1.579002
Log likelihood	-21.79830	Hannan-Quinn criter.		1.517759
F-statistic	7.535346	Durbin-Watson stat		2.143324
Prob(F-statistic)	0.010120			

Le modèle 2 indique la présence de la constatatte, on doit passer au test de Fi qui sera mené sur le modèle 2. On constate que -2.74 est supérieur à -2.95, donc la série n'est pas stationnaire, alors on passe à la première différence

La première différence

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.671347	0.0001
Test critical values:		
1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(IDE,2)

Method: Least Squares

Date: 01/21/25 Time: 14:25

Sample (adjusted): 1993 2022

Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.711605	0.301799	-5.671347	0.0000
D(IDE(-1),2)	0.312675	0.186413	1.677325	0.1050
C	0.014625	0.096605	0.151386	0.8808
R-squared	0.679548	Mean dependent var		-0.009667
Adjusted R-squared	0.655811	S.D. dependent var		0.900396
S.E. of regression	0.528241	Akaike info criterion		1.656113
Sum squared resid	7.534052	Schwarz criterion		1.796232
Log likelihood	-21.84169	Hannan-Quinn criter.		1.700938
F-statistic	28.62798	Durbin-Watson stat		1.997549
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 01

La série IDE est intégrée d'ordre 1.

LPIB (PIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.203656	0.8928
Test critical values: 1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 01/21/25 Time: 14:33

Sample (adjusted): 1991 2022

Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.099324	0.082518	-1.203656	0.2385
C	0.796717	0.655478	1.215476	0.2340
@TREND("1990")	0.001365	0.001255	1.087818	0.2856
R-squared	0.047654	Mean dependent var		0.007436
Adjusted R-squared	-0.018025	S.D. dependent var		0.025544
S.E. of regression	0.025774	Akaike info criterion		-4.389868
Sum squared resid	0.019264	Schwarz criterion		-4.252455
Log likelihood	73.23789	Hannan-Quinn criter.		-4.344320
F-statistic	0.725553	Durbin-Watson stat		1.112349
Prob(F-statistic)	0.492636			

$T_b = 1.087818 < TADF = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 02

Annexe 01

Le modèle 02 :

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.515878	0.8753
Test critical values:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 01/21/25 Time: 14:34

Sample (adjusted): 1991 2022

Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.016786	0.032539	-0.515878	0.6097
C	0.144637	0.265996	0.543756	0.5906
R-squared	0.008793	Mean dependent var		0.007436
Adjusted R-squared	-0.024247	S.D. dependent var		0.025544
S.E. of regression	0.025852	Akaike info criterion		-4.412374
Sum squared resid	0.020050	Schwarz criterion		-4.320765
Log likelihood	72.59798	Hannan-Quinn criter.		-4.382008
F-statistic	0.266131	Durbin-Watson stat		1.167840
Prob(F-statistic)	0.609721			

$T_c = 0.54 < T_{ADF} = 2.52$, On accepte H_0 et on rejette H_1 , la constante n'est pas significative.
On passe à l'estimation du modèle 01

Le modèle 01

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.414641	0.9576
Test critical values:		
1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 01/21/25 Time: 14:34

Sample (adjusted): 1992 2022

Annexe 01

Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.000750	0.000530	1.414641	0.1678
D(LPIB(-1))	0.365443	0.163601	2.233747	0.0334
R-squared	0.145176	Mean dependent var		0.008832
Adjusted R-squared	0.115699	S.D. dependent var		0.024695
S.E. of regression	0.023222	Akaike info criterion		-4.625066
Sum squared resid	0.015639	Schwarz criterion		-4.532551
Log likelihood	73.68853	Hannan-Quinn criter.		-4.594909
Durbin-Watson stat	2.162022			

$T\phi = 1.41 > TADF = -1.95$. On accepte H_0 et on rejette H_1 , le processus est non stationnaire. Nous allons donc passer à la première différence pour stationnaires la série.

La première différence de la variable LPIB

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.571586	0.0008
Test critical values: 1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 01/21/25 Time: 14:38
 Sample (adjusted): 1992 2022
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.571550	0.160027	-3.571586	0.0012
R-squared	0.295848	Mean dependent var		0.001652
Adjusted R-squared	0.295848	S.D. dependent var		0.028132
S.E. of regression	0.023607	Akaike info criterion		-4.622852
Sum squared resid	0.016718	Schwarz criterion		-4.576594
Log likelihood	72.65421	Hannan-Quinn criter.		-4.607773
Durbin-Watson stat	2.171905			

La série LPIB est intégrée d'ordre 1.

Annexe 01

La variable LOUV

Modèle 03

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.364880	0.8507
Test critical values: 1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LOUV)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 14:49
Sample (adjusted): 1993 2022
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	-0.178694	0.130923	-1.364880	0.1844
D(LOUV(-1))	0.274733	0.193974	1.416340	0.1690
D(LOUV(-2))	-0.473913	0.196020	-2.417675	0.0232
C	0.621180	0.427484	1.453109	0.1586
@TREND("1990")	-0.000351	0.002200	-0.159430	0.8746
R-squared	0.376615	Mean dependent var		0.011114
Adjusted R-squared	0.276874	S.D. dependent var		0.105302
S.E. of regression	0.089545	Akaike info criterion		-1.837131
Sum squared resid	0.200459	Schwarz criterion		-1.603598
Log likelihood	32.55696	Hannan-Quinn criter.		-1.762422
F-statistic	3.775910	Durbin-Watson stat		2.042153
Prob(F-statistic)	0.015521			

Tb = |-0.15| < TADF= 2.78, on accepte H0 et on rejette H1, la tendance n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 02.

Annexe 01

Modèle 02 :

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.964763	0.3000
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LOUV)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 14:50
Sample (adjusted): 1992 2022
Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	-0.251141	0.127823	-1.964763	0.0594
D(LOUV(-1))	0.183647	0.192740	0.952823	0.3488
C	0.853437	0.431764	1.976629	0.0580
R-squared	0.125800	Mean dependent var		0.006245
Adjusted R-squared	0.063357	S.D. dependent var		0.107023
S.E. of regression	0.103577	Akaike info criterion		-1.605240
Sum squared resid	0.300389	Schwarz criterion		-1.466467
Log likelihood	27.88123	Hannan-Quinn criter.		-1.560004
F-statistic	2.014641	Durbin-Watson stat		1.343597
Prob(F-statistic)	0.152248			

Tb = 1.97 < TADF= 2.78, on accepte H0 et on rejette H1, la tendance n'est pas significative.
On passe à l'estimation du modèle 02

Modèle 02

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	0.616531	0.8440
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LOUV)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 14:52
Sample (adjusted): 1993 2022
Included observations: 30 after adjustments

Annexe 01

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	0.003018	0.004894	0.616531	0.5427
D(LOUV(-1))	0.175891	0.177540	0.990716	0.3306
D(LOUV(-2))	-0.553278	0.168665	-3.280326	0.0029
R-squared	0.310787	Mean dependent var		0.011114
Adjusted R-squared	0.259734	S.D. dependent var		0.105302
S.E. of regression	0.090600	Akaike info criterion		-1.870078
Sum squared resid	0.221627	Schwarz criterion		-1.729958
Log likelihood	31.05117	Hannan-Quinn criter.		-1.825252
Durbin-Watson stat	1.995948			

Le modèle 2 indique la présence de la constante, on doit passer au test de Fi qui sera mené sur le modèle 2. On constate que 0.61 est supérieur à -1.95, donc la série n'est pas stationnaire, alors on passe à la première différence

La première différence LOUV

Null Hypothesis: D(LOUV) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.495003	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.644302	
5% level	-1.952473	
10% level	-1.610211	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LOUV,2)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 14:54
Sample (adjusted): 1993 2022
Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOUV(-1))	-1.378999	0.250955	-5.495003	0.0000
D(LOUV(-1),2)	0.552825	0.166786	3.314567	0.0025
R-squared	0.519173	Mean dependent var		0.014257
Adjusted R-squared	0.502000	S.D. dependent var		0.126956
S.E. of regression	0.089592	Akaike info criterion		-1.922765
Sum squared resid	0.224748	Schwarz criterion		-1.829351
Log likelihood	30.84147	Hannan-Quinn criter.		-1.892881
Durbin-Watson stat	1.959625			

La série LOUV est intégrée d'ordre 1.

Annexe 01

La variable LINF

Modèle 03

Null Hypothesis: LINF has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.578415	0.2918
Test critical values:		
1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LINF)

Method: Least Squares

Date: 01/21/25 Time: 15:09

Sample (adjusted): 1991 2022

Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINF(-1)	-0.398420	0.154521	-2.578415	0.0153
C	0.796460	0.476178	1.672611	0.1052
@TREND("1990")	-0.009233	0.016843	-0.548176	0.5878
R-squared	0.196958	Mean dependent var		-0.018666
Adjusted R-squared	0.141576	S.D. dependent var		0.848503
S.E. of regression	0.786149	Akaike info criterion		2.445718
Sum squared resid	17.92286	Schwarz criterion		2.583131
Log likelihood	-36.13149	Hannan-Quinn criter.		2.491266
F-statistic	3.556339	Durbin-Watson stat		2.210949
Prob(F-statistic)	0.041563			

$T_b = |-0.54| < TADF = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 02

Modèle 02

Null Hypothesis: LINF has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.640987	0.0955
Test critical values:		
1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LINF)

Annexe 01

Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 15:11
Sample (adjusted): 1991 2022
Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINF(-1)	-0.360405	0.136466	-2.640987	0.0130
C	0.580875	0.265327	2.189280	0.0365
R-squared	0.188637	Mean dependent var		-0.018666
Adjusted R-squared	0.161591	S.D. dependent var		0.848503
S.E. of regression	0.776929	Akaike info criterion		2.393527
Sum squared resid	18.10857	Schwarz criterion		2.485135
Log likelihood	-36.29642	Hannan-Quinn criter.		2.423892
F-statistic	6.974811	Durbin-Watson stat		2.279564
Prob(F-statistic)	0.012998			

Le modèle 2 indique la présence de la constante, on doit passer au test de Fi qui sera mené sur le modèle 2. On constate que -2.536498 est supérieur à -2.981038, donc la série n'est pas stationnaire, alors on passe à la première différence.

La première différence

Null Hypothesis: D(LINF) has a unit root
Exogenous: Constant
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.818422	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LINF,2)
Method: Least Squares
Date: 01/21/25 Time: 15:19
Sample (adjusted): 1992 2022
Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LINF(-1))	-1.353605	0.173130	-7.818422	0.0000
C	-0.042772	0.146723	-0.291517	0.7727
R-squared	0.678234	Mean dependent var		-0.005516
Adjusted R-squared	0.667139	S.D. dependent var		1.415198
S.E. of regression	0.816486	Akaike info criterion		2.494726
Sum squared resid	19.33282	Schwarz criterion		2.587242
Log likelihood	-36.66826	Hannan-Quinn criter.		2.524884
F-statistic	61.12773	Durbin-Watson stat		2.058527
Prob(F-statistic)	0.000000			

La variable INF est intégrée d'ordre 01

Annexe 01

LTSES

Modèle 03

Null Hypothesis: LTSEN has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.161765	0.4936
Test critical values:		
1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(LTSEN)
Method: Least Squares
Date: 01/22/25 Time: 16:11
Sample (adjusted): 1991 2022
Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTSEN(-1)	-0.236817	0.109548	-2.161765	0.0390
C	0.539114	0.228195	2.362517	0.0251
@TREND("1990")	0.014937	0.006854	2.179426	0.0376
R-squared	0.140764	Mean dependent var		0.051916
Adjusted R-squared	0.081507	S.D. dependent var		0.053199
S.E. of regression	0.050985	Akaike info criterion		-3.025518
Sum squared resid	0.075384	Schwarz criterion		-2.888105
Log likelihood	51.40828	Hannan-Quinn criter.		-2.979969
F-statistic	2.375461	Durbin-Watson stat		1.503838
Prob(F-statistic)	0.110823			

Le modèle 3 indique la présence de la tendance, on doit passer au test de Fi qui sera mené sur le modèle 3. On constate que -2.16 est supérieur à -3.55, donc la série n'est pas stationnaire, alors on passe à la première différence.

La première différence

Null Hypothesis: D(LTSEN) has a unit root
Exogenous: Constant, Linear Trend
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.293313	0.0098
Test critical values:		
1% level	-4.284580	
5% level	-3.562882	
10% level	-3.215267	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 01

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTSEN,2)
 Method: Least Squares
 Date: 01/22/25 Time: 16:11
 Sample (adjusted): 1992 2022
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LTSEN(-1))	-0.824101	0.191950	-4.293313	0.0002
C	0.036744	0.022632	1.623530	0.1157
@TREND("1990")	0.000296	0.001111	0.266459	0.7918
R-squared	0.397978	Mean dependent var	-0.002787	
Adjusted R-squared	0.354976	S.D. dependent var	0.068347	
S.E. of regression	0.054892	Akaike info criterion	-2.875150	
Sum squared resid	0.084366	Schwarz criterion	-2.736377	
Log likelihood	47.56483	Hannan-Quinn criter.	-2.829914	
F-statistic	9.254965	Durbin-Watson stat	1.928296	

LTCRE

Modèle 03 :

Null Hypothesis: LTCRE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.013709	0.0000
Test critical values: 1% level	-4.273277	
5% level	-3.557759	
10% level	-3.212361	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCRE)
 Method: Least Squares
 Date: 01/22/25 Time: 16:12
 Sample (adjusted): 1991 2022
 Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCRE(-1)	-0.843308	0.120237	-7.013709	0.0000
C	1.342910	0.193701	6.932892	0.0000
@TREND("1990")	-0.002483	0.000508	-4.885929	0.0000
R-squared	0.652228	Mean dependent var	-0.005524	
Adjusted R-squared	0.628244	S.D. dependent var	0.022094	
S.E. of regression	0.013471	Akaike info criterion	-5.687508	
Sum squared resid	0.005262	Schwarz criterion	-5.550095	
Log likelihood	94.00013	Hannan-Quinn criter.	-5.641960	
F-statistic	27.19397	Durbin-Watson stat	1.228874	

Annexe 01

Prob(F-statistic) 0.000000
Modèle 02

Null Hypothesis: LTCRE has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=8)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.161096	0.0028
Test critical values: 1% level	-3.653730	
5% level	-2.957110	
10% level	-2.617434	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LTCRE)
 Method: Least Squares
 Date: 01/22/25 Time: 16:12
 Sample (adjusted): 1991 2022
 Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTCRE(-1)	-0.337148	0.081024	-4.161096	0.0002
C	0.517193	0.125660	4.115822	0.0003
R-squared	0.365948	Mean dependent var	-0.005524	
Adjusted R-squared	0.344813	S.D. dependent var	0.022094	
S.E. of regression	0.017883	Akaike info criterion	-5.149424	
Sum squared resid	0.009594	Schwarz criterion	-5.057816	
Log likelihood	84.39079	Hannan-Quinn criter.	-5.119059	
F-statistic	17.31472	Durbin-Watson stat	1.407420	
Prob(F-statistic)	0.000245			

La variable est stationnaire en niveau

Estimation du modèle

Dependent Variable: IDE
 Method: ARDL
 Date: 01/22/25 Time: 17:14
 Sample (adjusted): 1994 2022
 Included observations: 29 after adjustments
 Maximum dependent lags: 2 (Automatic selection)
 Model selection method: Schwarz criterion (SIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): LINF LOUV LPIB LTCRE LTSEN
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 6250
 Selected Model: ARDL(1, 0, 2, 4, 4, 3)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
IDE(-1)	-0.109830	0.154404	-0.711317	0.4949
LINF	-0.077577	0.092774	-0.836200	0.4247

Annexe 01

LOUV	1.826178	0.727323	2.510822	0.0333
LOUV(-1)	1.988492	0.983545	2.021760	0.0739
LOUV(-2)	4.137753	1.063345	3.891260	0.0037
LPIB	-18.60371	3.367671	-5.524208	0.0004
LPIB(-1)	0.645400	3.933065	0.164096	0.8733
LPIB(-2)	3.715740	4.024748	0.923223	0.3800
LPIB(-3)	14.88530	5.503885	2.704508	0.0242
LPIB(-4)	-20.23620	3.442657	-5.878075	0.0002
LTCRE	19.46435	7.794068	2.497329	0.0340
LTCRE(-1)	-40.72810	10.54753	-3.861388	0.0038
LTCRE(-2)	42.84951	9.761744	4.389535	0.0017
LTCRE(-3)	-17.41958	6.599174	-2.639660	0.0269
LTCRE(-4)	18.56765	4.479758	4.144789	0.0025
LTSEN	8.838197	1.220825	7.239528	0.0000
LTSEN(-1)	-7.028289	1.698047	-4.139042	0.0025
LTSEN(-2)	4.829483	1.527801	3.161069	0.0115
LTSEN(-3)	-1.816200	1.088050	-1.669225	0.1294
C	83.61256	27.33273	3.059064	0.0136

R-squared	0.963123	Mean dependent var	0.908276
Adjusted R-squared	0.885273	S.D. dependent var	0.587392
S.E. of regression	0.198958	Akaike info criterion	-0.182207
Sum squared resid	0.356258	Schwarz criterion	0.760755
Log likelihood	22.64201	Hannan-Quinn criter.	0.113117
F-statistic	12.37142	Durbin-Watson stat	2.982555
Prob(F-statistic)	0.000273		

*Note: p-values and any subsequent tests do not account for model selection.

Bounds Test

ARDL Bounds Test

Date: 01/22/25 Time: 18:32

Sample: 1994 2022

Included observations: 29

Null Hypothesis: No long-run relationships exist

Test Statistic	Value	k
F-statistic	14.51257	5

Critical Value Bounds

Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	2.26	3.35
5%	2.62	3.79
2.5%	2.96	4.18
1%	3.41	4.68

Test Equation:

Dependent Variable: D(IDE)

La relation de long et de court terme

ARDL Cointegrating And Long Run Form

Dependent Variable: IDE

Annexe 01

Selected Model: ARDL(1, 0, 2, 4, 4, 3)

Date: 01/22/25 Time: 18:33

Sample: 1990 2022

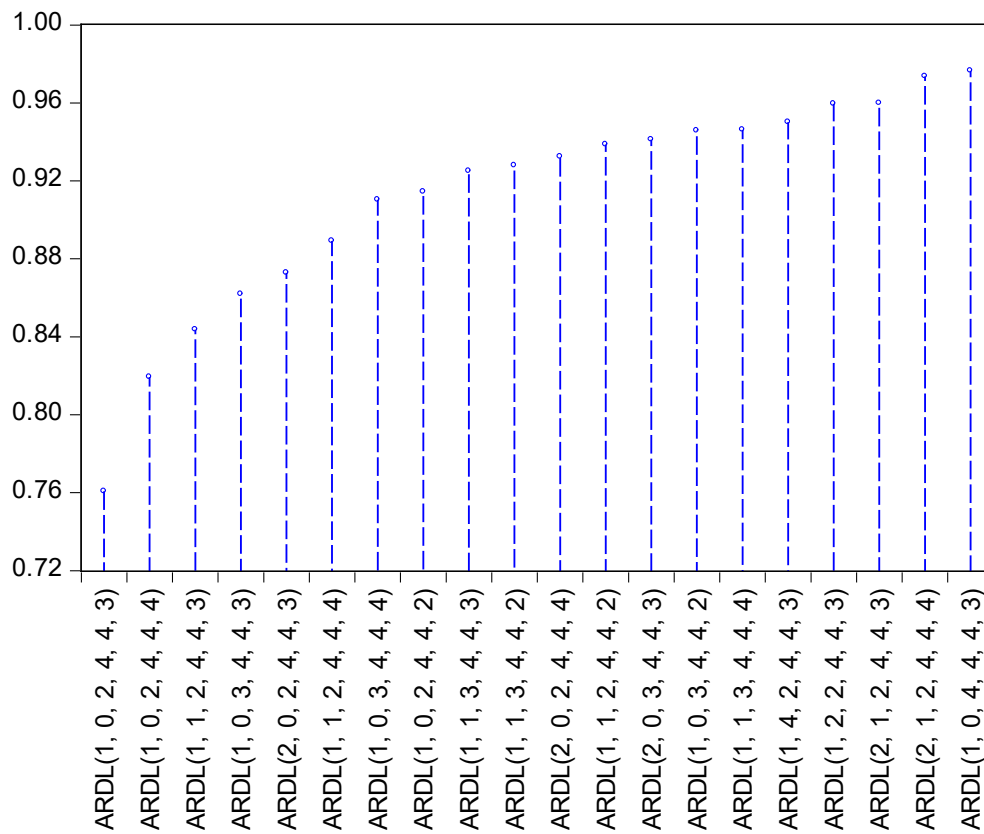
Included observations: 29

Cointegrating Form				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LINF)	-0.077577	0.092774	-0.836200	0.4247
D(LOUV)	1.826178	0.727323	2.510822	0.0333
D(LOUV(-1))	-4.137753	1.063345	-3.891260	0.0037
D(LPIB)	-18.603712	3.367671	-5.524208	0.0004
D(LPIB(-1))	-3.715740	4.024748	-0.923223	0.3800
D(LPIB(-2))	-14.885303	5.503885	-2.704508	0.0242
D(LPIB(-3))	20.236199	3.442657	5.878075	0.0002
D(LTCRE)	19.464349	7.794068	2.497329	0.0340
D(LTCRE(-1))	-42.849514	9.761744	-4.389535	0.0017
D(LTCRE(-2))	17.419578	6.599174	2.639660	0.0269
D(LTCRE(-3))	-18.567654	4.479758	-4.144789	0.0025
D(LTSEN)	8.838197	1.220825	7.239528	0.0000
D(LTSEN(-1))	-4.829483	1.527801	-3.161069	0.0115
D(LTSEN(-2))	1.816200	1.088050	1.669225	0.1294
CointEq(-1)	-1.109830	0.154404	-7.187849	0.0001
Cointeq = IDE - (-0.0699*LINF + 7.1654*LOUV -17.6545*LPIB + 20.4841 *LTCRE + 4.3459*LTSEN + 75.3382)				

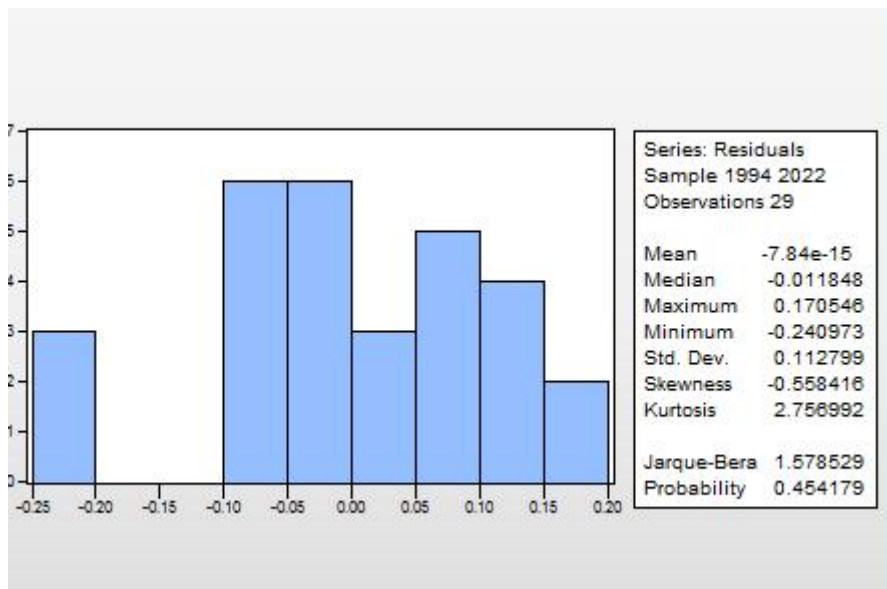
Long Run Coefficients				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LINF	-0.069900	0.083187	-0.840283	0.4225
LOUV	7.165442	0.999569	7.168534	0.0001
LPIB	-17.654478	2.946105	-5.992481	0.0002
LTCRE	20.484072	10.011623	2.046029	0.0711
LTSEN	4.345883	0.917568	4.736305	0.0011
C	75.338174	20.968880	3.592856	0.0058

Annexe 01

Schwarz Criteria (top 20 models)



Test de normalité



Test LM

Annexe 01

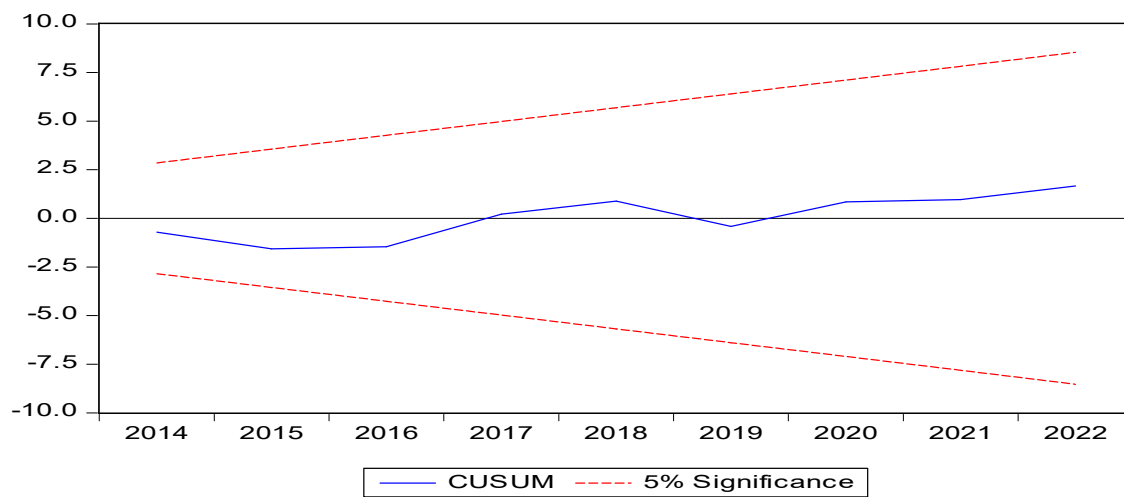
Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	40.22098	Prob. F(8,1)	0.1214
Obs*R-squared	28.91015	Prob. Chi-Square(8)	0.0003

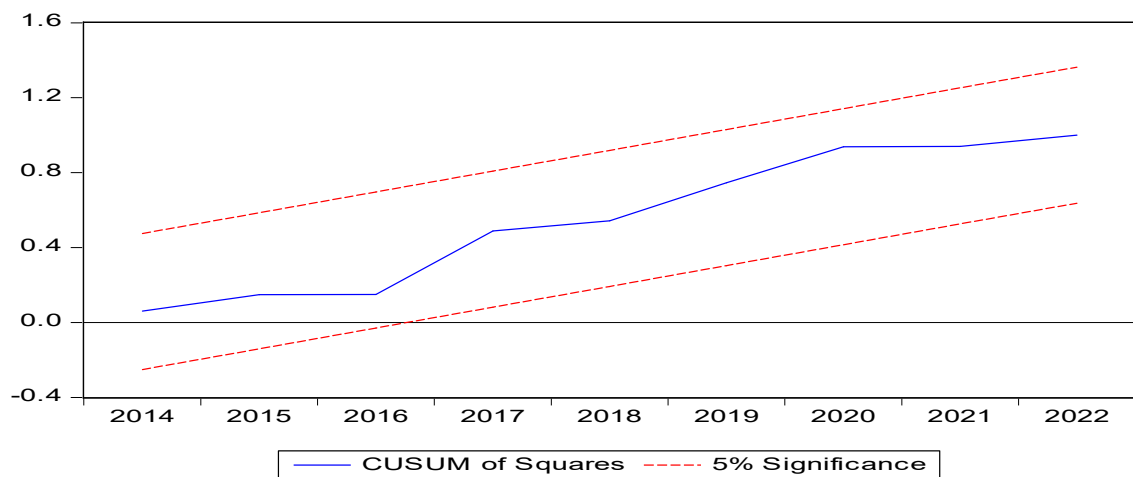
Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.828264	Prob. F(19,9)	0.6537
Obs*R-squared	18.44901	Prob. Chi-Square(19)	0.4927
Scaled explained SS	1.560996	Prob. Chi-Square(19)	1.0000

Cusum



Cusum Q



Références bibliographiques

I. Les ouvrages

- AMELON. J. CARDEBA.A J.M : les nouveaux défis de l'internationalisation, 1ere Edition, paris, 2010
- BELLON.B et GOUIA. R, « Investissement directs étrangers et développement industriel méditerranéen »
- BOURBONNAIS R., « Econométrie : Cours et exercices corrigés, Dunod, 9 ème édition, 2015
- Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Editions Nathan, 4 ème édition mise à jour, 1998
- MAINGUY.C : les investissements directs étrangers dans les pays en développement : la diversité des impacts, Éditions le Harmattan Amazon, France, 2006.
- TERSEN D, BRICOUT J L : Investissement international, Edition Armand Colin, Paris, 2010

II. Mémoires et thèses

- BEKIHALL M : Les investissements directs étrangers en Algérie: « Essai d'évaluation empirique de son impact sur la croissance économique entre 1990 et 2010». Mémoire de magister en économie Option : Economie internationale. Ecole doctorale d'Economie et de Management. Université d'Oran, 2011.
- BENHAMA.A Le régime d'investissements étrangers en Algérie : aspects juridiques université paris panthéon-Sorbonne école doctorale de droit de la Sorbonne département de droit privé année, 2020.
- BOURI S : Les déterminants de l'investissement direct étranger, Evidence empirique à partir des données de panel dans la région MENA (1980-2011). Thèse de doctorat en sciences économiques Option : « Finance ».université de Tlemcen, 2015.
- ESSO N.W: Déterminant et impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique au Cameroun. Maitrise en Economie Bancaire et Financière 2009.In :www.memoireonline.com/
- KACI CHAOUCH T : Les facteurs d'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Algérie : Aperçu comparatif aux pays du Maghreb. Mémoire de magister

en Sciences Economiques Option : Monnaie-Finance-Banque. Université de TIZIOUZOU, 2012.

- TCHAM.F, Les investissements directs étranger dans le secteur de l'hydrocarbure et son rôle dans le développement économique-cas de l'Algérie, thèse de doctorat en sciences en sciences économiques, université d'Oran, 2016

III.ARTICLES

- ASIEDU.E « Foreign direct investment in Africa: The role of natural resources, market size, government policy, institutions and political instability » , United Nations University (UNU),2005
- BEVAN ALAN.A., & ESTRIN.S).The determinants of foreign direct Investment into European Transition Economies. Journal of Comparative Economies,2004.
- BOUALAM.F Les Institutions et Attractivité des IDE, Colloque International « Ouverture et émergence en Méditerranée », Université de Montpellier I Sciences Economiques 2008
- DUPUCH, Milan et CAMPOS NF, KINOSLUTA Facteurs Déterminants l'attractivité des Investissements Directs Etrangers en Congo, British Journal of Multidisciplinary and Advanced Studies: Business and Management Sciences,2022
- GUERID.O, Investissement Direct Etranger En Algérie : impacts, opportunités et entraves. Revue Recherches économiques et managériales. 2008.
- HAMRA.Y, AOUISSI.O, ZEGHIB.S l'impact De Quelques Déterminants économiques Sur L'attractivité Des Ide En Algérie : Etude Empirique (1994-2020) ,2022
- KHOURI.N (2008), « Les déterminants de l'investissement direct étranger dans les pays d'accueil en développement », Cahiers du CREAD n°8384, 2008, pages 69-90.
- MAROUANE.A, NICET-CHENAF.D et ROUGIER.E « Politique d'attractivité des IDE et Dynamique de croissance et de convergence dans les pays du Sud Est de la Méditerranée », Cahier du GRETHA ,2007.
- MENNA K., MEHABEL S, « La problématique des IDE en Algérie : paradoxes d'une économie attractive faiblement attrayante, Les Cahiers du Cread, vol. 33 - 2017
- ZOUAIMIA.R, « Le régime des investissements étrangers en Algérie », in Journal du droit international, 1993

VI. Rapports

- BENACHOUR.R revue de droit et des sciences humaines –études économique- essai d'analyse de l'attractivité des investissements directs étrangers en Algérie Université de DJELFA, 2020
- CNUCED, « Examen de la politique de l'investissement en Algérie »
- CNUCED, base de données FDI/TNC (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

- CNUCED, *Global Investment Trends Monitor*, 2016
- CNUCED, *Global Investment Trends Monitor*, 2018
- CNUCED, *World Investment Report 2012. Towards a New Generation of Investment Policies*, 2012
- CNUCED, *World Investment Report 2014. Investing in the SDGS: An Action Plan*, 2014
- CNUCED, *World Investment Report*;2011
- Doing Business 2022 classement des économies. In : francais.doingbusiness.org
- Fond Monétaire International « FMI », «manuel de la balance de paiement», 4 - ème édition, washington, 1977.
- l'ONG Transparency International 2018
- La banque mondiale Fourati, 2018
- OCDE, « définition et référence de l'OCDE des investissements directs étrangers », l'Observateur de l'OCDE, Paris, 1997.
- OCDE, définition de référence des investissements directs internationaux, 4ème édition, 2008, Paris.

V.Loïs et ordonnances :

- Article 3, lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N° 53, p774
- Article 3, lois N° 66-284, du 15/09/1966, portant code des investissements, journal officiel N° 80, p901
- Article 2 et5, lois N° 86-13, du 19/08/1986 modifiant et complétant la loi n° 82-13 du 28/08/1982 relative à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'économie mixte.
- Article 19 de la constitution de 1989
- Article 48 la loi des finances 2022
- Décret législatif n°93-12 du 19 correspondant aux 5/10/1993 relatif à la promotion de l'investissement, p 3.Le code de 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963) de l'investissement
- Décret exécutif n° 2006-355 du 16 Ramadhan 1427 correspondant au 9 octobre 2006 relatif aux attributions, à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil national de l'investissement, p. 11
- Le code de 1966 (l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966) de l'investissement
- La loi n°82-11 du 21/08/1982_de l'investissement
- Le code de 1993 (décret législatif n° 93-12 du 05 octobre1993) de l'investissement
- L'ordonnance n°01-03 du 20 aout 2001 relative au développement de l'investissement
- L'article 161 du code des impôts directs et taxes assimilées
- La Loi de finances complémentaire de 2009
- Journal officiel (JO) n° 60

VI.Webographie

- www.insee.fr
- www.journaldunet.com
- <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021100.pdf>
- <https://aapi.dz/>
- <https://www.fni.dz/notre-histoire>
- www.andi.dz
- <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021100.pdf>
- WWW.ONS.DZ
- <https://www.asjp.cerist.dz/>
- www.EconPapers.repec.org

Résumé

En Algérie les déterminants des investissements directs étrangers (IDE) sont multifacettes et interdépendants. La stabilité politique et la sécurité. Un cadre réglementaire transparent, la qualité de l'infrastructure, impactent directement sur la compétitivité des entreprises et leur capacité à opérer efficacement. En parallèle, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée et éduquée ainsi qu'un marché intérieur dynamique et la présence de ressources naturelles et une politique gouvernementale visant à encourager les investissements étrangers par le biais d'incitations fiscales et procédures administratives simplifiées jouent un rôle clé dans la création d'un environnement favorable aux affaires. En combinant ces déterminants, l'Algérie peut renforcer son attractivité pour les investisseurs étrangers et favoriser le développement économique durable du pays.

Ce travail a pour objet d'étudier les déterminants des investissements directs étrangers en Algérie. En effet, pour atteindre cet objectif nous avons effectué une étude économétrique en se basant sur le modèle ARDL (Autorégressive Distributed Lag Model). Les résultats de notre étude indiquent que les déterminants des afflux d'IDE en Algérie, à long terme pour la période 1990-2022 sont : le degré d'ouverture, et le taux de scolarisation.

En revanche, l'inflation n'a pas d'impact significatif sur l'investissement direct étranger à long terme. Contrairement à toute attente le PIB influence négativement l'IDE.

Mots clés : investissement, IDE, Algérie.

Abstract

In Algeria, the determinants of foreign direct investment (FDI) are complex and interrelated. Political stability and security, a transparent regulatory framework, and the quality of infrastructure all have a direct impact on the competitiveness of businesses and their ability to operate efficiently. Additionally, the availability of a skilled and educated workforce, a dynamic domestic market, abundant natural resources, and government policies aimed at promoting foreign investment—through tax incentives and streamlined administrative procedures—play a crucial role in creating a conducive business environment.

By addressing these factors in a coordinated manner, Algeria can enhance its attractiveness to foreign investors and support the country's long-term sustainable economic development.

This study aims to examine the key determinants of FDI in Algeria. To achieve this, an econometric analysis was conducted using the ARDL (Autoregressive Distributed Lag) model. The findings reveal that, over the long term (1990–2022), the main drivers of FDI inflows in Algeria are the degree of trade openness and the school enrollment rate.

In contrast, inflation does not have a significant long-term effect on FDI. Surprisingly, gross domestic product (GDP) appears to have a negative impact on foreign direct investment, contrary to conventional expectations.